Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 112° — Numero 256

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Lunedì, 11 ottobre 1971

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.030 - Semestrale L. 11.030 - Trimestrale L. 6.020 - Un fascicolo L. 100 - Fascicoli annate arretrate: L. 200 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.030 - Semestrale L. 9.020 Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 21 giugno 1971, n. **806.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione per la mutua assistenza doganale tra i Paesi membri della Comunità economica europea con protocollo addizionale, firmati a Roma il 7 settembre 1967.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra il Belgio, la Repubblica federale di Germania, la Francia, l'Italia, il Lussemburgo ed i Paesi Bassi per la mutua assistenza tra le rispettive Amministrazioni doganali con protocollo addizionale, firmati a Roma il 7 settembre 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione ed al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 24 della convenzione.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 giugno 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO — PRETI

Visto, *il Guardasigilli:* COLOMBO

Convenzione tra il Belgio, la Repubblica federale di Germania, la Francia, l'Italia, il Lussemburgo ed i Paesi Bassi per la mutua assistenza tra le rispettive amministrazioni doganali e protocollo addizionale (Roma, 7 settembre 1967).

CONVENTION ENTRE LA BELGIQUE, LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, LA FRANCE, L'ITALIE, LE LUXEMBOURG ET LES PAYS-BAS, POUR L'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LES ADMINISTRATIONS DOUANIÈRES RESPECTIVES

Les Gouvernements des Etats membres de la Communauté Economique Européenne,

Considérant que les infractions aux lois douanières portent préjudice aux intérêts économiques et fiscaux de leurs pays respectifs, aussi bien qu'aux intérêts légitimes du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, et qu'elles compromettent les buts des Traités instituant les Communautés Européennes,

Considérant qu'il importe, pour garantir l'application uniforme des régimes tarifaires prévus par ces Traités, d'assurer l'exacte perception des droits de douane,

Convaincus que la lutte contre les infractions aux lois douanières et la recherche d'une plus grande exactitude dans l'application des droits de douane seraient rendues plus efficaces par la coopération entre les Administrations douanières,

Soucieux d'assurer le développement et le fonctionnement de l'union douanière entre les Etats Contractants par une collaboration étroite des Administrations douanières,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

1. Les Etats Contractants se prêtent mutuellement assistance, par l'intermédiaire de leurs Administrations douanières et dans les conditions exposées ci-après, en vue d'assurer l'exacte perception des droits de douane et autres taxes à l'importation et à l'exportation et de prevenir, rechercher et réprimer les infractions aux lois douanières.

2. Toutefois, si dans un Etat Contractant la compétence pour l'exécution de certaines dispositions visées par la présente Convention appartient à une autorité autre que l'Administration douanière, cette autorité est considérée comme Administration douanière aux fins de la Convention. A cet effet, les Etats Contractants se communiquent les informations utiles.

Article 2

Aux fins de la présente Convention, on entend par lois douanières les dispositions légales et réglementaires relatives à l'importation, à l'exportation et au transit, qu'elles concernent soit les droits de douanc ou toutes autres taxes, soit les mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle. L'expression « droits de douane » couvre également les prélèvements créés en application du Traité instituant la Communauté Economique Européenne.

Article 3

Les Administrations douanières des Etats Contractants s'efforcent d'harmoniser les attributions et les heures d'ouverture des bureaux de douane situés à leurs frontières communes.

Article 4

1. Les Administrations douanières des Etats Contractants se communiquent, sur demande, tous les renseignements susceptibles d'assurer l'exacte perception des droits de douane et autres taxes à l'importation et à l'exportation, et plus particulièrement ceux qui sont de nature à faciliter la détermination de la valeur en douane et de l'espèce tarifaire des marchandises.

2. Lorsque l'Administration requise ne dispose pas des renseignements demandés, elle fait procéder à des enquêtes dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables dans son pays en matière de perception des droits de douane et autres taxes à l'importation et à l'exportation.

Article 5

Les Administrations douanières des Etats Contractants échangent des listes de marchandises connues comme faisant l'objet, à l'importation, à l'exportation ou en transit, d'un trafic effectué en infraction aux lois douanières.

Article 6

L'Administration douanière de chaque Etat Contractant exerce, spontanément ou sur demande et dans toute la mesure du possible, une surveillance spéciale dans la zone d'action de son service:

a) sur les déplacements et plus particulièrement sur l'entrée et la sortie de son territoire, des personnes soupçonnées de commettre professionnellement ou habituellement des infractions aux lois douanières d'un autre Etat Contractant;

b) sur les lieux où des dépôts anormaux de marchandises sont constitués, laissant supposer que ces dépôts n'ont d'autre but que d'alimenter un trafic en infraction aux lois douanières d'un autre Etat Contractant;

c) sur les mouvements de marchandises signalées par un autre Etat Contractant comme faisant l'objet d'un important trafic à destination de cet Etat en infraction à ses lois douanières;

d) sur les véhicules, embarcations ou aéronefs, soupçonnés d'être utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières d'un autre Etat Contractant.

Article 7

Les Administrations douanières des Etats Contractants se fournissent mutuellement, sur demande, tout certificat constatant que des marchandises exportées de l'un des Etats Contractants vers un autre Etat Contractant ont été régulièrement introduites dans le territoire de ce dernier Etat et précisant, éventuellement, le régime douanier sous lequel ces marchandises ont été placées.

Article 8

L'Administration douanière de chaque Etat Contractant communique à l'Administration douanière d'un autre Etat Contractant, spontanément ou sur demande, sous forme de rapports, procès-verbaux ou copies certifiées conformes de documents, tous renseignements dont elle dispose au sujet d'opérations constatées ou projetées, constituant ou paraissant constituer une infraction aux lois douanières de ce dernier Etat.

Article 9

L'Administration douanière de chaque Etat Contractant communique aux Administrations douanières des autres Etats Contractants tous renseignements susceptibles de leur être utiles, se rapportant aux infractions aux lois douanières et notamment à de nouveaux moyens ou méthodes employés pour les commettre; elle leur transmet des copies ou des extraits des rapports élaborés par ses services de recherches et relatifs aux procédés particuliers utilisés.

Article 10

Les Administrations douanières des Etats Contractants prennent des dispositions pour que leurs services de recherches soient en relations directes en vue de faciliter, par l'échange de renseignements, la prévention, la recherche et la répression des infractions aux lois douanières de leurs pays respectifs.

Article 11

Les fonctionnaires dûment autorisés de l'Administration douanière de l'un des Etats Contractants peuvent,

avec l'accord de l'Administration douanière d'un autre Etat Contractant et aux fins de la présente Convention, recueillir dans les bureaux de cette dernière Administration tous renseignements ressortant des écritures, registres et autres documents détenus par ces bureaux pour l'application des lois douanières. Ces fonctionnaires sont autorisés à prendre copie de ces écritures, registres et autres documents.

Article 12

Sur demande des tribunaux ou autorités d'un Etat Contractant, saisis d'infractions aux lois douanières, les Administrations douanières des autres Etats Contractants peuvent autoriser leurs agents à comparaître comme témoins ou experts devant lesdits tribunaux ou autorités. Ces agents déposent, dans les limites fixées par l'autorisation, sur les constatations faites par eux au cours de l'exercice de leurs fonctions. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

Article 13

1. Sur demande de l'Administration douanière d'un Etat Contractant, celle de l'Etat requis fait procéder à toutes enquêtes officielles, notamment à l'audition des personnes recherchées du chef d'infraction aux lois douanières, ainsi que de témoins ou d'experts. Elle communique les résultats de ces enquêtes à l'Administration requérante.

2. Il est procédé à ces enquêtes dans le cadre des lois et règlements applicables dans l'Etat requis.

Article 14

Les agents de l'Administration douanière d'un Etat Contractant compétents pour la recherche des infractions aux lois douanières peuvent, sur le territoire d'un autre Etat Contractant, avec l'accord des agents compétents de l'Administration douanière de cet Etat, assister aux opérations à effectuer par ces derniers en vue de la recherche et de la constatation de pareilles infractions lorsque celles-ci intéressent la première Administration.

Article 15

Les Administrations douanières des Etats Contractants peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés dans les conditions prévues par la présente Convention. La force probante de ces renseignements et documents, ainsi que l'usage qui en est fait en justice, dépendent du droit national.

Article 16

Quand, dans les cas prévus par la présente Convention, les agents de l'Administration douanière d'un Etat Contractant se trouvent sur le territoire d'un autre Etat Contractant, ils doivent être en mesure de justifier à tout moment de leur qualité officielle. Ils jouissent sur ce territoire de la protection garantie aux agents de l'Administration douanière de cet Etat par les lois et règlements nationaux. Ils sont assimilés à ces derniers agents en ce qui concerne les conséquences pénales des infractions dont ils seraient l'objet et de celles qu'ils commettraient.

Article 17

Sur demande de l'Administration douanière d'un Etat Contractant, celle de l'Etat requis notifie aux intéressés ou leur fait notifier par les autorités compétentes, en observant les règles en vigueur dans cet Etat, tous actes ou décisions émanant des autorités administratives et concernant l'application des lois douanières.

Article 18

Les Etats Contractants renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais résultant de l'application de la présente Convention, sauf en ce qui concerne les indemnités versées aux experts.

Article 19

1. Les Administrations douanières des Etats Contractants ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où cette assistance est susceptible de porter préjudice à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat.

2. Tout refus d'assistance doit être motivé.

Article 20

1. Les renseignements, communications et documents obtenus ne peuvent être utilisés qu'aux fins de la présente Convention. Ils ne peuvent être communiqués à des personnes autres que celles qui sont appelées à les utiliser à ces fins que si l'autorité qui les a fournis y a expressément consenti et pour autant que la législation propre à l'autorité qui les a reçus ne s'oppose pas à cette communication.

2. Les demandes, renseignements, rapports d'expertise et autres communications dont l'Administration douanière d'un Etat Contractant dispose, en application de la présente Convention, bénéficient de la protection accordée par la loi nationale de cet Etat pour les documents ou renseignements de même nature.

Article 21

Aucune demande d'assistance ne peut être formulée si l'Administration douanière de l'Etat requérant n'est pas en mesure, dans le cas inverse, de fournir l'assistance demandée.

Article 22

L'assistance prévue par la présente Convention s'effectue directement entre les Administrations douanières des Etats Contractants. Ces Administrations fixent de concert les modalités pratiques d'application.

Article 23

1. Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application de l'assistance mutuelle plus étendue que certains Etats Contractants s'accordent ou s'accorderaient en vertu d'accords ou arrangements.

2. La présente Convention ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats Contractants.

Article 24

1. La présente Convention sera ratifiée ou approuvée et les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne, qui notifiera ce dépôt à tous les Etats signataires.

2. Elle entrera en vigueur, à l'égard des Etats Contractants ayant déposé les instruments de ratification ou d'approbation, le premier jour du troisième mois qui suivra le dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat qui la ratifiera ou l'approuvera ultérieurement, le premier jour du troisième mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation.

Article 25

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée.

2. Tout Etat Contractant pourra la dénoncer, à tout moment, trois ans après qu'elle sera entrée en vigueur à l'égard dudit Etat, en adressant une notification au Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne, qui notifiera la dénonciation aux autres Etats Contractants.

3. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de sa notification par le Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne.

La présente Convention, rédigée en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du Gouvernement de la République Italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

ÜBEREINKOMMEN ZWISCHEN BELGIEN, DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND, FRANKREICH, ITALIEN, LUXEMBURG UND DEN NIEDERLANDEN UBER GEGENSEITIGE UNTERSTUTZUNG IHRER ZOLLVERWALTUNGEN

Die Regierungen der Mitgliedstaaten der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft -

In der erwägung, dass Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze ihren wirtschaftlichen und fiskalischen Interessen ebenso wie den berechtigten Interessen der gewerblichen Wirtschaft und der Landwirtschaft schaden und den Zielen der Verträge zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften abträglich sind,

In der Erwägung, dass es zur Gewährleistung einer gleichmässigen Anwendung der in diesen Verträgen vorgesehenen zolltariflichen Vorschriften wichtig ist, die genaue Erhebung der Zölle sicherzustellen,

In der überzeugung, dass die Bekämpfung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze und das Bemühen um eine genauere Zollerhebung durch die Zusammenarbeit der Zollverwaltungen erfolgreicher gestaltet werden,

In dem bestreben, durch eine enge Zusammenarbeit der Zollverwaltungen die Entwicklung und das Funktionieren der Zollunion zwischen den Vertragsstaaten zu fördern -

Sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

(1) Die Vertragsstaaten leisten sich über ihre Zollverwaltungen nach Massgabe der folgenden Vorschriften gegenseitig Unterstützung, um eine genaue Erhebung der Zölle und sonstigen Ein-und Ausgangasabgaben sicherzustellen sowie Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze zu verhindern, zu ermitteln und zu verfolgen.

(2) Ist jedoch in einem Vertragsstaat nicht die Zollverwaltung, sondern eine andere Behörde für die Durchführung gewisser Bestimmungen dieses Übereinkommens zuständig, so gilt für die Zwecke des Übereinkommens diese Behörde als Zollverwaltung. Die Vertragsstaaten teilen sich hierzu gegenseitig alle zweckdienlichen Auskünfte mit.

Artikel 2

Als Zollgesetze im Sinne dieses Übereinkommens gelten die Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Ein-, Aus- und Durchfuhr, die sich auf Zölle oder alle sonstigen Abgaben oder auf Verbote, Beschränkungen oder Kontrollen beziehen. Der Ausdruck « Zölle » erstreckt sich auch auf die in Durchführung des Vertrages zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft geschaffenen Abschöpfungen.

Artikel 3

Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten bemühen sich, den Aufgabenbereich und die Amtsstunden der an den gemeinsamen Grenzen gelegenen Zollämter aufeinander abzustimmen.

Artikel 4

(1) Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten erteilen sich auf Ersuchen alle Auskünfte, die geeignet sind, die genaue Erhebung der Zölle und sonstigen Ein- und Ausgangsabgaben sicherzustellen, insbesondere solche, welche die Feststellung des Zollwertes und die Tarifierung der Waren erleichtern können.

(2) Verfügt die ersuchte Zollverwaltung nicht über die erbetenen Auskünfte, so lässt sie Ermittlungen im Rahmen der Rechts- und Verwaltungsvorschriften anstellen, die für die Erhebung von Zöllen und sonstigen Ein- und Ausgangsabgaben in ihrem Staate gelten.

Artikel 5

Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten tauschen Aufstellungen der Waren aus, von denen bekannt ist, dass sie unter Zuwiderhandlung gegen die Zollgesetze ein-, aus- oder durchgeführt werden.

Artikel 6

Die Zollverwaltung jedes Vertragsstaates überwacht unaufgefordert oder auf Ersuchen, soweit ihr dies möglich ist, in ihrem Amtsbereich besonders sorgfältig

a) den Ortswechsel und insbesondere die Ein- und Ausreise der Personen, die verdächtig sind, gewerb- oder gewohnheitsmässig Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze eines anderen Vertragsstaates zu begehen;

(*b*) die Orte, an denen ungewöhnliche Warenlager eingerichtet werden, die vermuten lassen, dass diese Lager ausschliesslich dem Zwecke eines Warenverkehrs dienen, der gegen die Zollgesetze eines anderen Vertragsstaates verstösst;

(*c*) den Verkehr von Waren, die nach Mitteilung eines anderen Vertragsstaates, Gegenstand umfangreicher, unter Zuwiderhandlung gegen seine Zollgesetze erfolgender Einfuhren sind;

(*d*) die Land-, Wasser- oder Luftfahrzeuge, bei denen der Verdacht besteht, dass sie zu Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze eines anderen Vertragsstaates benutzt werden.

Artikel 7

Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten erteilen sich gegenseitig auf Ersuchen jede Bescheinigung, durch die bestätigt wird, dass Waren, die aus einem der Vertragsstaaten in einen anderen Vertragsstaat ausgeführt werden, ordnungsgemäss in das Hoheitsgebiet des letztgenannten Staates eingeführt worden sind, und in der gegebenenfalls das Zollverfahren angegeben wird, zu dem die Waren abgefertigt wurden.

Artikel 8

Die Zollverwaltung jedes Vertragsstaates erteilt unaufgefordert oder auf Ersuchen der Zollverwaltung eines anderen Vertragsstaates durch Übersenden von Berichten, Niederschriften oder beglaubigten Kopien von Schriftstücken alle ihr zur Verfügung stehenden Auskünfte über festgestellte oder geplante Handlungen, die gegen die Zollgesetze des letztgenannten Vertragsstaates verstossen oder zu verstossen scheinen.

Artikel 9

Die Zollverwaltung jedes Vertragsstaates erteilt den Zollverwaltungen der anderen Vertragsstaaten alle Auskünfte, die diesen nützlich sein können und sich auf Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze beziehen, insbesondere auf neue Mittel und Wege zur Begehung von solchen Zuwiderhandlungen; sie übersendet ihnen Kopien von Berichten oder Auszüge aus Berichten ihrer Fahndungsdienste über besondere Arten der Zuwiderhandlungen.

Artikel 10

Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten veranlassen, dass ihre Fahndungsdienste in unmittelbarer Verbindung stehen, um durch den Austausch von Auskünften die Verhinderung, Ermittlung und Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen ihre jeweiligen Zollgesetze zu erleichtern.

Artikel 11

Die gehörig befugten Bediensteten der Zollverwaltung eines der Vertragsstaaten können sich mit Zustimmung der Zollverwaltung eines anderen Vertragsstaates für die Zwecke dieses Übereinkommens bei den Dienststellen der letztgenannten Verwaltung alle Auskünfte beschaffen, die aus den Büchern, Verzeichnissen und anderen Schriftstücken ersichtlich sind, welche von diesen Dienststellen zur Durchführung der Zollgesetze geführt werden. Diese Bediensteten sind befugt, Kopien dieser Bücher, Verzeichnisse und anderen Schriftstücke anzufertigen.

Artikel 12

Auf Ersuchen der mit Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze befassten Gerichte oder Behörden eines Vertragsstaates können die Zollverwaltungen der anderen Vertragsstaaten ihre Bediensteten ermächtigen, vor den genannten Gerichten oder Behörden als Zeugen oder Sachverständige zu erscheinen. Diese Bediensteten sagen im Rahmen der in der Ermächtigung festgelegten Grenzen über die in Ausübung ihres Dienstes getroffenen Feststellungen aus. In dem Ersuchen ist insbesondere anzugeben, in welcher Sache und in welcher Eigenschaft der Bedienstete gehört werden wird.

Artikel 13

(1) Auf Ersuchen der Zollverwaltung eines Vertragsstaates wird die Zollverwaltung des ersuchten Staates alle amtlichen Ermittlungen veranlassen, insbesondere die Vernehmung der wegen Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze gesuchten Personen sowie der Zeugen oder Sachverständigen. Sie teilt das Ergebnis der Ermittlungen der ersuchenden Verwaltung mit.

(2) Die genannten Ermittlungen sind im Rahmen der im ersuchten Staat geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften anzustellen.

Artikel 14

Die für die Ermittlung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze zuständigen Bediensteten der Zollverwaltung eines Vertragsstaates können mit Zustimmung der zuständigen Bediensteten der Zollverwaltung eines anderen Vertragsstaates in dessen Hoeitsgebiet bei Massnahmen anwesend sein, welche die letztgenannten Bediensteten zum Zwecke der Ermittlung und Feststellung derartiger Zuwiderhandlungen durchzuführen haben, falls diese Massnahmen für die erstgenannte Verwaltung von Interesse sind.

Artikel 15

Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten dürfen in ihren Niederschriften, Berichten, Zeugenaussagen sowie bei gerichtlichen Verfahren und Verfolgungen die nach diesem Übereinkommen erhaltenen Auskünfte und zu Rate gezogenen Schriftstücke als Beweismittel anführen. Der Beweiswert dieser Auskünfte und Schriftstücke sowie ihre Verwendung vor Gericht richten sich nach innerstaatlichem Recht.

Artikel 16

Befinden sich in den diesem Übereinkommen vorgesehenen Fällen die Bediensteten der Zollverwaltung eines Vertragsstaates im Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaates, so müssen sie sich jederzeit als Amtspersonen ausweisen können. Sie geniessen dort den Schutz, der den Bediensteten der Zollverwaltung dieses anderen Staates auf Grund der dortigen innerstaatlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften zusteht. Sie sind den letztegenannten Bediensteten hinsichtlich der strafrechtlichen Folgen der gegen sie oder von ihnen begangenen Zuwiderhandlungen gleichgestellt.

Artikel 17

Auf Ersuchen der Zollverwaltung eines Vertragsstaates stellt die Zollverwaltung des ersuchten Staates den Betroffenen unter Beachtung der in dem ersuchten Staate geltenden Bestimmungen alle die Anwendung der Zollgesetze betreffenden Bescheide oder Entscheidungen der Verwaltungsbehörden zu oder lässt sie durch die zuständigen Behörden zustellen.

Artikel 18

Die Vertragsstaaten verzichten untereinander auf jeden Anspruch auf Erstattung der sich aus der Durchführung dieses Übereinkommens ergebenden Kosten mit Ausnahme der an Sachverständige gezahlten Entschädigungen.

Artikel 19

(1) Die Zollverwaltungen der Vertragsstaaten sind zu der in diesem Übereinkommen vorgesehenen Unterstützung nicht verpflichtet, wenn diese Unterstützung geeignet ware, die öffentliche Ordnung oder andere wesentliche Interessen des ersuchten Staates zu beeinträchtigen.

(2) Jede Verweigerung der Unterstützung ist zu begrunden.

Artikel 20

(1) Die erhaltenen Auskünfte, Mitteilungen und Schriftstücke dürfen nur für die Zwecke dieses Übereinkommens verwendet werden. Sie dürfen anderen als den mit ihrer Verwendung zu diesem Zweck betrauten Personen nur dann übermittelt werden, wenn die erteilende Behörde dies ausdrücklich billigt und die für die erhaltende Behörde massgebenden Rechtsvorschriften nichts Gegenteiliges bestimmen.

(2) Die Ersuchen, Auskünfte, Sachverständigengutachten und sonstigen Mitteilungen, uber die die Zollverwaltung eines Vertragsstaates auf Grund dieses Übereinkommens verfügt, geniessen den Schutz, den das innerstaatliche Recht dieses Staates für Schriftstücke und Auskünfte der gleichen Art vorsieht.

Artikel 21

Ein Ersuchen um Unterstützung darf nicht gestellt werden, wenn die Zollverwaltung des ersuchenden Staates im umgekehrten Falle nicht in der Lage wäre, die begehrte Unterstützung zu leisten.

Artikel 22

Die in diesem Übereinkommen vorgesehene Unterstutzung findet unmittelbar zwischen den Zollverwaltungen den Vertragsstaaten statt. Diese Verwaltungen legen im allseitigen Einvernehmen fest, wie das Übereinkommen im einzelnen durchzuführen ist.

Artikel 23

(1) Dieses Übereinkommen steht nicht einer weitergehenden gegenseitigen Unterstützung entgegen, die einzelne Vertragsstaaten sich auf Grund von Abkommen oder Vereinbarungen gewahren oder gewahren werden.

(2) Dieses Übereinkommen gilt nur für die europaischen Hoheitsgebiete der Vertragsstaaten.

Artikel 24

(1) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation oder Genehmigung; die Ratifikations- oder Genehmigungsurkunden sind im Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Italienischen Republik zu hinterlegen; dieses notifiziert die Hinterlegung allen Unterzeichnerstaaten.

(2) Es tritt für die Vertragsstaaten, die die Ratifikations-oder Genehmigungsurkunden hinterlegt haben, am ersten Tage des dritten Monats nach Hinterlegung der zweiten Ratifikations- oder Genehmigungsurkunde in Kraft.

(3) Für jeden Staat, der das Übereinkommen später ratifiziert oder genehmigt, tritt es am ersten Tage des dritten Monats nach Hinterlegung seiner Ratifikations- oder Genehmigungsurkunde in Kraft.

Artikel 25

(1) Dieses Übereinkommen wird für unbegrenzte Zeit geschlossen.

(2) Jeder Vertragsstaat kann das Übereinkommen jederzeit, nachdem es drei Jahre für ihn in Kraft war, durch eine an das Ministerium für Auswärtige Angelegenheitten der Italienischen Republik gerichtete Notifikation kündigen; dieses notifiziert die Kündigung den anderen Vertragsstaaten.

(3) Die Kündigung wird nach Ablauf von sechs Monaten nach dem Tage wirksam, an dem die Notifikation der Kündigung beim Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Italienischen Republik eingegangen ist.

Dieses Übereinkommen ist in einer Urschrift in deutscher, französischer, italienischer und niederländischer Sprache abgefasst, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist; es wird im Archiv der Regierung der Italienischen Republik hinterlegt; diese übermittelt jedem Unterzeichnerstaat eine beglaubigte Abschrift.

Convenzione tra il Belgio, la Repubblica federale di Germania, la Francia, l'Italia, il Lussemburgo ed i Paesi Bassi per la mutua assistenza tra le rispettive amministrazioni doganali

I Governi degli Stati membri della Comunità Economica Europea,

Considerato che le infrazioni alle leggi doganali sono pregiudizievoli per gli interessi economici e fiscali dei loro rispettivi Paesi nonchè per gli interessi legittimi del commercio, dell'industria e dell'agricoltura e che esse compromettono le finalità dei Trattati istitutivi delle Comunità Europee,

Considerata l'importanza di assicurare l'esatta percezione dei dazi doganali al fine di garantire l'applicazione uniforme dei regimi tariffari previsti da tali Trattati,

Convinti che la lotta contro le infrazioni alle leggi doganali e la ricerca di una maggiore esattezza nell'applicazione dei dazi doganali sarebbero rese più efficaci dalla cooperazione tra le Amministrazioni doganali,

Solleciti di assicurare lo sviluppo e il funzionamento dell'unione doganale tra gli Stati contraenti mediante una stretta collaborazione tra le Amministrazioni doganali,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. Gli Stati contraenti si prestano mutua assistenza per il tramite delle Amministrazioni doganali rispettive e alle condizioni qui di seguito esposte, allo scopo di assicurare l'esatta percezione dei dazi doganali e degli altri diritti di importazione e di esportazione e di prevenire, ricercare e reprimere le infrazioni alle leggi doganali.

2. Tuttavia, se in uno Stato contraente la competenza per la esecuzione di alcune disposizioni della presente Convenzione è attribuita ad una autorità diversa dalla Amministrazione doganale, tale autorità viene considerata quale Amministrazione doganale ai fini della Convenzione. A tale scopo gli Stati contraenti si comunicano le informazioni utili.

Articolo 2

Ai fini della presente Convenzione, si intendono per leggi doganali le disposizioni legislative e regolamentari relative all'importazione, all'esportazione e al transito, concernenti sia i dazi doganali e tutti gli altri diritti, che le misure di proibizione, di restrizione o di controllo. L'espressione « dazi doganali » comprende anche i prelievi creati in applicazione del Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea.

Articolo 3

Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti si adoperano per armonizzare le attribuzioni e l'orario di apertura degli Uffici doganali posti alle loro frontiere comuni.

Articolo 4

1. Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti si comunicano, a richiesta, ogni informazione atta ad assicurare l'esatta percezione dei dazi doganali e degli altri diritti di importazione e di esportazione e in particolare quelle che sono di natura tale da facilitare la determinazione del valore in dogana e della specie tariffaria delle merci.

2. Quando l'Amministrazione interpellata non dispone delle informazioni richieste, essa fa svolgere indagini nel quadro delle disposizioni legislative e regolamentari applicabili nel proprio Paese in materia di percezione di dazi doganali e di altri diritti di importazione e di esportazione.

Articolo 5

Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti si scambiano le liste di merci che sono note come costituenti oggetto, all'importazione, all'esportazione o in transito, di un traffico effettuato in infrazione alle leggi doganali.

Articolo 6

L'Amministrazione doganale di ogni Stato contraente esercita, di propria iniziativa o a richiesta e per quanto possibile, una speciale sorveglianza nella zona di azione del proprio servizio:

a) sui movimenti e più particolarmente sull'entrata e l'uscita dal proprio territorio delle persone sospettate di commettere, professionalmente o abitualmente, infrazioni alle leggi doganali di un altro Stato contraente;

b) sui luoghi in cui siano stati creati depositi anormali di merci che facciano supporre che tali depositi non abbiano altro scopo che quello di alimentare un traffico in infrazione alle leggi doganali di un altro Stato contraente;

c) sui movimenti di merci che un altro Stato contraente abbia segnalate quali oggetto di un importante traffico verso questo Stato in infrazione alle proprie leggi doganali;

d) sui veicoli, imbarcazioni o aeromobili, per i quali vi sia il sospetto che siano utilizzati per commettere infrazioni alle leggi doganali di un altro Stato contraente.

Articolo 7

Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti si forniscono scambievolmente, a richiesta, ogni certificazione comprovante che merci esportate da uno Stato contraente verso un altro Stato contraente sono state regolarmente introdotte nel territorio di quest'ultimo Stato precisando, eventualmente, il regime doganale sotto il quale tali merci sono state poste.

Articolo 8

L'Amministrazione doganale di ogni Stato contraente comunica all'Amministrazione doganale di un altro Stato contraente, di propria iniziativa o a richiesta, sotto forma di relazioni, processi verbali o copie certificate conformi di documenti, tutte le informazioni di cui dispone relative ad operazioni scoperte o progettate che costituiscano o sembrino costituire infrazioni alle leggi doganali di quest'ultimo Stato.

Articolo 9

L'Amministrazione doganale di ciascun Stato contraente comunica alle Amministrazioni doganali degli altri Stati contraenti ogni informazione che può essere utile circa le infrazioni alle leggi doganali e, in particolare, i nuovi mezzi o sistemi usati per commetterle; trasmette copie o estratti dei rapporti elaborati dai propri servizi di ricerche relativi ai particolari procedimenti adoperati.

Articolo 10

Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti adottano disposizioni affinchè i loro servizi di ricerche mantengano rapporti diretti allo scopo di facilitare, mediante lo scambio di informazioni, la prevenzione, la ricerca e la repressione delle infrazioni alle leggi doganali dei rispettivi Paesi.

Articolo 11

I funzionari debitamente autorizzati dall'Amministrazione doganale di uno degli Stati contraenti possono, con il consenso dell'Amministrazione doganale di un altro Stato contraente e ai fini della presente Convenzione, raccogliere negli uffici di quest'ultima Amministrazione ogni informazione risultante dalle scritture, dai registri e dagli altri documenti tenuti da tali uffici per l'applicazione delle leggi doganali. Detti funzionari sono autorizzati a prendere copie di tali scritture, registri e altri documenti.

Articolo 12

A richiesta dei tribunali o autorità di uno Stato contraente, aditi su infrazioni alle leggi doganali, le Amministrazioni doganali degli altri Stati contraenti possono autorizzare i loro agenti a comparire come testimoni o esperti davanti a detti tribunali o autorità. Gli agenti depongono, nei limiti fissati dall'autorizzazione, su quanto da loro constatato nell'esercizio delle loro funzioni. La domanda di comparizione deve precisare, in particolare, in quale questione e in quale qualità sarà interrogato l'agente.

Articolo 13

1. A richiesta dell'Amministrazione doganale di uno Stato contraente, l'Amministrazione dello Stato cui è rivolta tale richiesta fa procedere a tutte le indagini

ufficiali e, in particolare, all'audizione di persone ricercate per infrazione alle leggi doganali, di testimoni o di esperti. Essa comunica i risultati di tali indagini alla Amministrazione richiedente.

2. Si procede a tali indagini nel quadro delle leggi e regolamenti applicabili nello Stato cui la richiesta è rivolta.

Articolo 14

Gli agenti dell'Amministrazione doganale di uno Stato contraente competenti per la ricerca delle infrazioni alle leggi doganali possono, sul territorio di un altro Stato contraente, con il consenso degli agenti competenti dell'Amministrazione doganale di tale Stato, assistere alle operazioni, da effettuarsi da questi ultimi, per la ricerca e l'accertamento di tali infrazioni, se queste interessano la prima Amministrazione.

Articolo 15

Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti possono addurre, a titolo di prova, sia nei loro processi verbali, relazioni e testimonianze che nel corso di procedimenti e azioni innanzi ai tribunali, le informazioni raccolte e i documenti consultati nelle condizioni previste dalla presente Convenzione. La efficacia probatoria di tali informazioni e documenti nonchè la loro produzione in giudizio dipendono dall'ordinamento giuridico nazionale.

Articolo 16

Quando, nei casi previsti dalla presente Convenzione, gli agenti dell'Amministrazione doganale di uno Stato contraente si trovano sul territorio di un altro Stato contraente, essi devono essere in grado di giustificare in qualsiasi momento la loro condizioni ufficiale. Essi godono su tale territorio della protezione garantita agli agenti dell'Amministrazione doganale di tale Stato dalle leggi e regolamenti nazionali. Essi sono assimilati a questi ultimi agenti per ciò che riguarda gli effetti penali delle infrazioni di cui fossero oggetto e di quelle da essi compiute.

Articolo 17

A richiesta dell'Amministrazione doganale di uno Stato contraente, quella dello Stato, a cui sia stata rivolta la richiesta, notifica agli interessati o fa loro notificare per mezzo delle autorità competenti, con l'osservanza delle disposizioni in vigore in questo Stato, tutti gli atti o decisioni emanati dalle autorità amministrative e concernenti l'applicazione delle leggi doganali.

Articolo 18

Gli Stati contraenti rinunciano reciprocamente a qualsiasi richiesta di rimborso di spese derivanti dall'applicazione della presente Convenzione, tranne quelle che riguardano le indennità versate agli esperti.

Articolo 19

1. Le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti non sono tenute a prestare l'assistenza prevista dalla presente Convenzione nel caso in cui tale assistenza sia pregiudizievole all'ordine pubblico o ad altri interessi fondamentali dello Stato.

2. Ogni rifiuto di assistenza deve essere motivato.

Articolo 20

1. Le informazioni, comunicazioni e documenti ottenuti possono essere utilizzati unicamente ai fini della presente Convenzione. Possono essere comunicati a persone diverse da quelle che devono utilizzarli a tali fini, solo se l'autorità che li ha forniti lo consenta esplicitamente e sempre che la legislazione propria dell'autorità che li ha ricevuti non vieti tale comunicazione.

2. Le richieste, le informazioni, le perizie e le altre comunicazioni, di cui l'Amministrazione doganale di uno Stato contraente dispone in virtù della presente Convenzione, godono della protezione accordata dalla legge nazionale di tale Stato ai documenti o informazioni aventi la stessa natura.

Articolo 21

Nessuna richiesta di assistenza può essere formulata se l'Amministrazione doganale dello Stato richiedente non è in grado, nel caso inverso, di fornire l'assistenza richiesta.

Articolo 22

L'assistenza prevista dalla presente Convenzione viene esercitata direttamente tra le Amministrazioni doganali degli Stati contraenti. Tali Amministrazioni stabiliscono di comune accordo le modalità di pratica attuazione.

Articolo 23

1. Le disposizioni della presente Convenzione non pongono ostacoli alla applicazione della mutua assistenza più estesa che alcuni Stati contraenti si prestano o si presteranno in virtù di accordi o intese.

2. La presente Convenzione si applica solo ai territori europei degli Stati contraenti.

Articolo 24

1 La presente Convenzione sarà ratificata o approvata e gli strumenti di ratifica o di approvazione saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana che notificherà tale deposito a tutti gli Stati firmatari.

2. Essa entrerà in vigore, nei confronti degli Stati contraenti che abbiano depositato gli strumenti di ratifica o di approvazione, il primo giorno del terzo mese successivo al deposito del secondo strumento di ratifica o di approvazione.

3. Essa entrerà in vigore, nei confronti di ogni Stato contraente che la ratificherà o l'approverà successivamente, il primo giorno del terzo mese dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di approvazione.

Articolo 25

1. La presente Convenzione è conclusa per una durata illimitata.

2. Ogni Stato contraente potrà denunciarla in qualsiasi momento tre anni dopo l'entrata in vigore nei confronti di questo Stato, inviando una notifica al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana che notificherà la denunzia agli altri Stati contraenti.

3. La denunzia avrà effetto alla scadenza di un termine di sei mesi a partire dalla data di ricezione della notifica da parte del Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana.

La presente Convenzione, redatta in un esemplare unico, nelle lingue tedesca, francese, italiana e olandese, i quattro testi facenti ugualmente fede, sarà depositata negli archivi del Governo della Repubblica Italiana, che provvederà a rimetterne copia certificata conforme a ciascuno degli Stati firmatari.

OVEREENKOMST TUSSEN BELGIË, DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND, FRANKRIJK, ITALIË, LUXEMBURG EN NEDERLAND INZAKE WEDERZIJDSE BIJSTAND TUSSEN DE ONDERSCHEIDEN DOUANE-ADMINISTRATIES

De Regeringen van de Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap,

Overwegende, dat strafbare feiten op het stuk van de douane wetten nadeel toebrengen aan de economische en fiscale belangen van hun onderscheiden landen alsook aan de rechtmatige belangen van handel, nijverheid en landbouw, en dat zij de doeleinden van de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen in gevaar brengen,

Overwegende, dat het, om eenvormige toepassing van bij die Verdragen voorziene tarieven te waarborgen, van belang is een juiste heffing van douanerechten te verzekeren,

Ervan overtuigd, dat de strijd tegen strafbare feiten op het stuk van de douanewetten en het streven naar grotere juistheid in de toepassing van de douanerechten doeltreffender worden door samenwerking tussen de douane-administraties,

Verlangende de ontwikkeling en de werking van de douane-unie tussen de Overeenkomstsluitende Staten veilig te stellen door nauwe samenwerking tussen de douane-administraties,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

1. De Overeenkomstsluitende Staten verlenen elkaar wederzijds bijstand; door tussenkomst van hun douane-administraties en onder de hierna vermelde voorwaarden, ter verzekering van een juiste heffing van douanerechten en andere wegens in-of uitvoer geheven belastingen, en ter voorkoming, opsporing en bestrijding van strafbare feiten op het stuk van de douanewetten.

2. Indien evenwel in een Overeenkomstsluitende Staat de bevoegdheid tot uitvoering van sommige bij deze Overeenkomst bedoelde bepalingen bij een andere autoriteit dan de douane-administratie berust, wordt deze autoriteit voor de toepassing van de Overeenkomst als douane-administratie aangemerkt. De Overeenkomstsluitende Staten verstrekken elkaar daartoe de nodige inlichtingen.

Artikel 2

Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt onder douanewetten verstaan de wettelijke bepalingen en voorschriften inzake de in-, uit- en doorvoer, zowel die welke de douanerechten en alle andere belastingen betreffen als die welke de maatregelen inzake verboden, beperkingen en controle betreffen. De uitdrukking « douanerechten » omvat mede de heffingen welke bij toepassing van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap zijn ingesteld.

Artikel 3

De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten streven er naar de attributen en de uren van openstelling van de aan hun gemeenschappelijke grenzen gelegen douanekantoren met elkaar in overeenstemming te brengen.

Artikel 4

1. De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten doen elkaar, op verzoek, mededeling van alle gegevens welke de juiste heffing van de douanerechten en andere wegens in- of uitvoer geheven belastingen kunnen verzekeren en meer in het bijzonder van die gegevens, welke de vaststelling van de douanewaarde en de tariefsoort van de goederen kunnen vergemakkelijken.

2. Indien de aangezochte administratie niet over de gevraagde gegevens beschikt, doet zij onderzoeken instellen binnen het raam van de wettelijke bepalingen en voorschriften welke in haar land van toepassing zijn bij de heffing van douanerechten en andere wegens in- of uitvoer geheven belastingen.

Artikel 5

De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten wisselen lijsten uit van goederen, waarvan bekend is dat ze bij de in-, uit- of doorvoer het voorwerp uitmaken van in strijd met de douanewetten plaatshebbend goederenverkeer.

Artikel 6

De douane-administrie van elke Overeenkomstsluitende Staat houdt, uit eigen beweging of op verzoek en in de mate van het mogelijke, binnen haar dienstgebied een bijzonder toezicht:

a) op de bewegingen, inzonderheid op het betreden en het verlaten van het grondgebied, van personen die er van worden verdacht beroepsmatig of herhaaldelijk strafbare feiten te begaan op het stuk van de douanewetten van een andere Overeenkomstsluitende Staat;

b) op de plaatsen waar abnormale voorraden goederen worden aangelegd ten aanzien waarvan het vermoeden bestaat dat deze slechts dienen voor een verkeer dat in strijd is met de douanewetten van een andere Overeenkomstsluitende Staat;

c) op de verplaatsingen van goederen ten aanzien waarvan door een andere Overeenkomstsluitende Staat is medegedeeld dat ze het voorwerp uitmaken van een voor deze Staat bestemd omvangrijk verkeer dat in strijd is met zijn douanewetten;

d) op voertuigen, schepen of luchtvaartuigen waarvan vermoed wordt dat ze worden gebruikt voor het begaan van strafbare feiten op het stuk van de douanewetten van een andere Overeenkomstsluitende Staat.

Artikel 7

De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten verschaffen elkaar, op verzoek, elk certificaat waarin wordt vastgesteld dat goederen, welke uit een Overeenkomstsluitende Staat naar een andere Overeenkomstsluitende Staat zijn uitgevoerd, op regelmatige wijze het grondgebied van deze laatste Staat zijn binnengebracht en waarin, in voorkomend geval, het douaneregime is aangeduid waaronder de goederen zijn aangegeven.

Artikel 8

De douane-administratie van elke Overeenkomstsluitende Staat doet, uit eigen beweging of op verzoek, aan de douane-administratie van een andere Overeenkomstsluitende Staat mededeling, in de vorm van rapporten, processenverbaal of voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van documenten, van alle gegevens waarover zij beschikt met betrekking tot vastgestelde of voorgenomen handelingen welke een strafbaar feit op het stuk van de douanewetten van laatstbedoelde Staat uitmaken of doen vermoeden.

Artikel 9

De douane-administratie van elke Overeenkomstsluitende Staat doet aan de douane-administraties van de andere Overeenkomstsluitende Staten mededeling van alle gegevens welke hun van nut kunnen zijn en welke betrekking hebben op strafbare feiten op het stuk van de douanewetten en in het bijzonder op nieuwe middelen of werkwijzen aangewend om deze te begaan; zij zendt hun afschriften van of uittreksels uit de rapporten opgemaakt door haar opsporingsdiensten welke betrekking hebben op aangewende bijzondere handelwijzen.

Artikel 10

De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten stellen haar opsporingsdiensten in de gelegenheid rechtstreekse betrekkingen te onderhouden om door uitwisseling van gegevens de voorkoming, opsporing en bestrijding van strafbare feiten op het stuk van de douanewetten van hun onderscheiden landen te vergemakkelijken.

Artikel 11

De ambtenaren van de douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat kunnen, mits behoorlijk gemachtigd en met toestemming van de douane-administratie van een andere Overeenkomstsluitende Staat, voo de doeleinden van deze Overeenkomst, op de kantoren van laatstbedoelde administratie gegevens putten uit de geschriften, registers en andere documenten welke aldaar berusten voor de toepassing van de douanewetten. Deze ambtenaren zijn gerechtigd afschrift te nemen van die geschriften, registers en andere documenten.

Artikel 12

Op verzoek van de gerechtelijke instanties of de autoriteiten van een Overeenkomstsluitende Staat, belast met de vervolging of berechting van strafbare feiten op het stuk van de douanewetten, kunnen de douane-administraties van de andere Overeenkomstsluitende Staten hun ambtenaren machtigen om als getuige of deskundige voor die gerechtelijke instanties of autoriteiten te verschijnen. Binnen de grenzen vastgelegd in de machtiging, leggen deze ambtenaren getuigenis af met betrekking tot hetgeen zij in de uitoefening van hun functie hebben waargenomen. Het verzoek om verschijning moet in het bijzonder aangeven in welke aangelegenheid en in welke hoedanigheid de ambtenaar zal worden gehoord.

Artikel 13

1. Op verzoek van de douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat gaat de douane-administratie van de aangezochte Staat over tot ambtelijke onderzoeken en doet zij in het bijzonder personen, gezocht in verband met het plegen van strafbare feiten op het stuk van de douanewetten, alsmede getuigen en deskundigen horen. Zij doet aan de verzoekende administratie mededeling van de resultaten van deze onderzoeken.

2. Deze onderzoeken worden verricht in overeenstemming met de wetten en voorschriften welke in de aangezochte Staat van toepassing zijn.

Artikel 14

De ambtenaren van de douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat, bevoegd tot opsporing van strafbare feiten op het stuk van de douanewetten, kunnen op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Staat, met goedvinden van de bevoegde ambtenaren van de douane-administratie van die Staat, aanwezig zijn bij de ambtshandelingen welke die ambtenaren met het oog op het opsporen en het constateren van dergelijke feiten verrichten wanneer deze feiten voor de eerstbedoelde administratie van belang zijn.

Artikel 15

De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten kunnen zowel in hun processen-verbaal, rapporten en getuigenissen als bij procedures en vervolgingen in rechte de volgens de bepalingen van deze Overeenkomst verkregen gegevens en geraadpleegde documenten als bewijsmiddel aanvoeren. De bewijskracht van die gegevens en documenten alsmede het gebruik ervan in rechte worden door het nationale recht beheerst.

Artikel 16

Wanneer de ambtenaren van de douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat zich, in de gevallen voorzien in deze Overeenkomst, bevinden op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Staat, moeten zij te allen tijde hun ambtelijke kwaliteit kunnen aantonen. Zij genieten op dit grondgebied de bescherming welke de wetten en voorschriften van deze Staat toekennen aan de ambtenaren van zijn douane-administratie. Met betrekking tot de strafrechtelijke gevolgen van strafbare feiten welke ten aanzien van hen zouden worden begaan of welke zij zelf zouden begaan, staan zij gelijk met laatstbedoelde ambtenaren.

Artikel 17

Op verzoek van de douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat gaat de douane-administratie van de aangezochte Staat, met inachtneming van de in die Staat van kracht zijnde regels en door tussenkomst van de bevoegde autoriteiten, over tot het uitreiken of het doen uitreiken of betekenen aan de daarbij betrokkenen van alle stukken en beslissingen welke van administratieve autoriteiten afkomstig zijn en welke betrekking hebben op de toepassing van de douanewetten.

Artikel 18

De Overeenkomstsluitende Staten doen over en weer afstand van iedere aanspraak op terugbetaling van de kosten welke uit de toepassing van deze Overeenkomst voortvloeien, behalve wat betreft de aan deskundigen uitgekeerde vergoedingen.

Artikel 19

1. De douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten zijn niet verplicht de in de Overeenkomst voorziene bijstand te verlenen in de gevallen waarin deze bijstand zou kunnen leiden tot aantasting van de openbare orde of van andere wezenlijke belangen van hun Staat.

2. Elke weigering van bijstand wordt met redenen omkleed.

Artikel 20

1. De verkregen gegevens; mededelingen en documenten mogen slechts worden benut voor de doeleinden van deze Overeenkomst. Zij mogen aan andere personen dan hen die belast zijn met het gebruik van de gegevens voor die doeleinden alleen worden medegedeeld indien de autoriteit, die de gegevens heeft verstrekt, daartoe uitdrukkelijk toestemming heeft gegeven en voor zover de wetgeving van de Staat van de autoriteit, die de gegevens heeft ontvangen, zich niet tegen een dergelijke mededeling verzet.

2. De verzoeken, gegevens, rapporten van deskundigen en andere mededelingen waarover de douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat beschikt door toepassing van deze Overeenkomst, genieten de bescherming welke de nationale wet van deze Staat geeft ten aanzien van gelijksoortige documenten en gegevens.

Artikel 21

Geen verzoek om bijstand mag worden gedaan indien de douane-administratie van de verzoekende Staat, in het omgekeerde geval, niet in staat is de verlangde bijstand te verlenen.

Artikel 22

De in deze Overeenkomst voorziene bijstand geschiedt rechtstreeks tussen de douane-administraties van de Overeenkomstsluitende Staten. Deze administraties stellen in onderling overleg de praktische uitvoering vast.

Artikel 23

1. De bepalingen van deze Overeenkomst vormen geen beletsel voor de toepassing van een ruimer wederzijdse bijstand welke sommige Overeenkomstsluitende Staten elkaar verlenen of zouden verlenen krachtens overeenkomsten of akkoorden.

2. Deze Overeenkomst is slechts van toepassing op het Europese grondgebied van de Overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 24

1. Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging of goedkeuring zullen worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Italiaanse Republiek, dat hiervan mededeling doet aan alle ondertekenende Staten.

2. Voor de Overeenkomstsluitende Staten die de akten van bekrachtiging of goedkeuring hebben nedergelegd, treedt de Overeenkomst in werking op de eerste dag van de derde maand na de nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging of goedkeuring.

3. Voor elke Staat die deze Overeenkomst later bekrachtigt of goedkeurt, treedt zij in werking op de eerste dag van de derde maand na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of goedkeuring.

Artikel 25

1. Deze Overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

2. Elke Overeenkomstsluitende Staat kan, op ieder tijdstip, deze Overeenkomst opzeggen drie jaar nadat zij voor genoemde Staat in werking is getreden, door middel van een tot het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Italiaanse Republiek te richten mededeling, dat van deze opzegging kennis geeft aan de andere Overeenkomstsluitende Staten.

3. De opzegging wordt van kracht na afloop van een termijn van zes maanden te rekenen van de datum waarop de kennisgeving daarvan door het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Italiaanse Republiek is ontvangen.

Deze Overeenkomst, welke is opgemaakt in één exemplaar, in de Duitse, de Franse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, zijnde de vier teksten gelijkelijk authentiek, zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van de Italiaanse Republiek, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift ervan zal doen toekomen aan elk van de ondertekenende Staten.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

ZU URKUND DESSEN haben die gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

FAIT à Rome, le 7 septembre 1967.

GESCHEHEN zu Rom, am 7. September 1967.

FATTO a Roma, il 7 settembre 1967.

GEDAAN te Rome, de 7 september 1967.

Pour le Gouvernement Belge:
Voor de Belgische Regering:
F. STANDAERT

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland:
Hans HERWARTH

Pour le Gouvernement Français:
E. BURIN DES ROZIERS

Per il Governo Italiano:
G. LUPIS

Pour le Gouvernement Luxembourgeois:
Pierre MAJERUS

Voor de Nederlandse Regering:
H. VAN VREDENBURCH

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour l'assistance mutuelle entre les Administrations douanières respectives, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration concordante suivante, qui forme partie intégrante de la Convention même:

1. Les dispositions de la présente Convention n'imposent pas aux Administrations douanières l'obligation de fournir des renseignements provenant de banques ou d'institutions y assimilées.

2. L'Administration douanière d'un Etat Contractant pourra refuser de communiquer des renseignements dont la production, selon l'avis de cet Etat, impliquerait la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel. Tout refus d'assistance doit être motivé et, si l'Etat requérant le désire, faire l'objet d'une discussion verbale entre les Administrations respectives.

ZUSATZPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung des Übereinkommens Zwischen Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Italien, Luxemburg und den Niederlanden über gegenseitige Unterstützung ihrer Zollverwaltungen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten übereinstimmend folgende Erklärung abgegeben, die Bestandteil des Übereinkommens ist:

1. Dieses Übereinkommen verpflichtet die Zollverwaltungen nicht zur Weitergabe von Auskünften, die von Banken oder ihnen gleichgestellten Instituten erteilt werden.

2. Die Zollverwaltung eines Vertragsstaates kann Auskünfte verweigern, durch die nach Ansicht dieses Staates ein Geschäfats-, Betriebs- oder Berufsgeheimnis verletzt würde. Die Verweigerung muss begründet und, wenn der ersuchende Staat es wünscht, zwischen den jeweiligen Verwaltungen mündlich erörtert werden.

PROTOCOLLO AGGIUNTIVO

Al momento di procedere alla firma della presente Convenzione tra il Belgio, la Repubblica Federale di Germania, la Francia, l'Italia, il Lussemburgo ed i Paesi Bassi, per la mutua assistenza tra le Amministrazioni doganali rispettive, i sottoscritti Plenipotenziari hanno concordato la seguente dichiarazione che costituisce parte integrante della Convenzione stessa:

1. Le disposizioni della presente Convenzione non impongono alle Amministrazioni doganali l'obbligo di fornire informazioni provenienti da banche o da istituti ad esse assimilati.

2. L'Amministrazione doganale di uno Stato contraente potrà rifiutarsi di comunicare informazioni che, se prodotte, potrebbero implicare, a giudizio di tale Stato, violazione di un segreto industriale, commerciale o professionale. Ogni rifiuto di assistenza deve essere motivato e, se lo Stato richiedente lo desidera, deve costituire oggetto di discussione verbale tra le rispettive Amministrazioni.

AANVULLEND PROTOCOL

Bij de ondertekening van de Overeenkomst tussen België, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Italië, Luxemburg en Nederland inzake wederzijdse bijstand tussen de onderscheiden douane-administraties hebben de ondergetekende gevolmachtigden de volgende eenstemmige verklaring gedaan, die een integrerend deel van de Overeenkomst zelf uitmaakt:

1. De bepalingen van deze Overeenkomst verplichten de douane-administraties niet tot het verstrekken van gegevens, verkregen van banken of daarmede gelijkgestelde inrichtingen.

2. De douane-administratie van een Overeenkomstsluitende Staat kan weigeren mededeling te doen van gegevens, waarvan het verstrekken, naar het oordeel van die Staat, de schending van een nijverheids-, handels- of beroepsgeheim met zich zou brengen. Elke weigering van bijstand wordt met redenen omkleed en zal indien de verzoekende Staat dit verlangt tussen de betrokken administraties worden besproken.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

ZU URKUND DESSEN haben die gehörig befugten Unterzeichneten dieses Protokoll unterschrieben.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

FAIT à Rome, le 7 septembre 1967.

GESCHEHEN zu Rom, am 7. September 1967.

FATTO a Roma, il 7 settembre 1967.

GEDAAN te Rome, de 7 september 1967.

Pour le Gouvernement Belge:
Voor de Belgische Regering:
F. STANDAERT

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland:
Hans HERWARTH

Pour le Gouvernement Français:
E. BURIN DES ROZIERS

Per il Governo Italiano:
G. LUPIS

Pour le Gouvernement Luxembourgeois:
Pierre MAJERUS

Voor de Nederlandse Regering:
H. VAN VREDENBURCH

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 febbraio 1971, n. **807**.

Norme di attuazione della legge 3 novembre 1961, n. 1232, per la parte relativa alla determinazione dei canoni d'uso delle linee telegrafiche e telefoniche.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Visto il regio decreto 19 luglio 1941, n. 1198;
Vista la legge 5 aprile 1950, n. 269;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 febbraio 1953, n. 338;
Vista la legge 3 novembre 1961, n. 1232, recante norme per la determinazione dei canoni relativi all'uso di linee telegrafiche e telefoniche e di apparati telegrafici

di proprietà dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni, dei canoni relativi alla manutenzione di linee ed apparati per conto di altre amministrazioni o di terzi, e per la determinazione delle quote di spese generali, di surrogazione e di appoggio;

Ritenuta la necessità di dare una definizione di circuito urbano;

Considerata l'opportunità di modificare il criterio di misurazione dei circuiti telegrafici interurbani, in analogia a quanto già praticato per i circuiti telefonici interurbani;

Sentito il consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini dell'applicazione dei canoni di uso dei circuiti urbani e dei raccordi urbani di circuiti interurbani si considerano urbani i circuiti compresi nel territorio di una stessa rete telefonica urbana.

Art. 2.

Ai fini dell'applicazione dei canoni di uso dei circuiti telegrafici interurbani per velocità di trasmissione fino a 200 Baud (400 Hz), si misura in linea d'aria la distanza fra i capoluoghi di provincia interessati. Qualora lo utente risieda fuori della città capoluogo, alla distanza di cui sopra si aggiunge quella, misurata in linea d'aria, tra il capoluogo e l'ufficio telegrafico della località ove ha sede l'utente stesso.

Per i circuiti di tipo telefonico di banda lorda di 4 kHz per trasmissioni telegrafiche sull'intera banda telefonica, il canone è calcolato con gli stessi criteri stabiliti per l'applicazione delle tariffe telefoniche settoriali e interurbane.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 febbraio 1971

SARAGAT

COLOMBO — BOSCO — FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *settembre* 1971
Atti del Governo, registro n. 244, *foglio n.* 122. — VALENTINI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 aprile 1971, n. **808**.

Dichiarazione di pubblica utilità di alcune opere della Marina militare nel comune di La Maddalena.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visti gli articoli 11 e 13 della legge 25 giugno 1865, n. 2359;

Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che reca modifiche alla legge anzidetta;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Art. 1.

Le fortificazioni, i fabbricati e le opere in genere destinati alla difesa, già costruite o da costruirsi dalla Marina militare nel comune di La Maddalena in provincia di Sassari, sono dichiarati di pubblica utilità.

Le sistemazioni di cui al precedente comma rientrano nelle ipotesi previste dall'art. 11 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità.

Art. 2.

All'esproprio degli immobili, nonchè dei diritti immobiliari all'uopo occorrenti, e che verranno designati dal Ministro per la difesa, sarà provveduto a norma delle leggi 25 giugno 1865, n. 2359 e 18 dicembre 1879, n. 5188, citate nelle premesse.

Il termine entro il quale le espropriazioni dovranno incominciarsi e compiersi è stabilito rispettivamente in anni due e anni cinque dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Essendo l'opera militare già ultimata, non è necessaria la prefissione di termini per l'inizio e compimento di lavori.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 15 aprile 1971

SARAGAT

TANASSI

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *settembre* 1971
Atti del Governo, registro n. 244, *foglio n.* 121. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 maggio 1971, n. **809**.

Dichiarazione di pubblica utilità di alcune opere della Marina militare nel comune di Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visti gli articoli 11 e 13 della legge 25 giugno 1865, n. 2359;

Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che reca modifiche alla legge anzidetta;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Art. 1.

Le fortificazioni, i fabbricati e le opere in genere destinate alla difesa già costruite o da costruirsi dalla Marina militare nel comune di Roma, sono dichiarati di pubblica utilità.

Le sistemazioni di cui al precedente comma rientrano nelle ipotesi previste dall'art. 11 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità.

Art. 2.

All'esproprio degli immobili, nonchè dei diritti immobiliari all'uopo occorrenti e che verranno designati dal Ministro per la difesa, sarà provveduto a norma delle leggi 25 giugno 1865, n. 2359 e 18 dicembre 1879, n. 5188, citate nelle premesse.

Il termine entro il quale le espropriazioni dovranno incominciarsi e compiersi è stabilito rispettivamente in anni due e anni cinque dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Essendo l'opera militare già ultimata non è necessaria la prefissione di termine per l'inizio e compimento di lavori.

Il presente decreto munito di sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 maggio 1971

SARAGAT

TANASSI

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *settembre* 1971
Atti del Governo, registro n. 244, *foglio n.* 123. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1971.

Sostituzione di un membro nel consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 11 gennaio 1943, n. 138, concernente l'istituzione dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie;

Visto l'art. 15 della legge sopracitata, nel testo modificato dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 435, e dal decreto legislativo 15 aprile 1948, n. 548, ratificato con legge 5 gennaio 1953, n. 35, concernente la composizione del consiglio di amministrazione dell'istituto predetto e, in particolare, il comma primo, n. 6) dell'articolo medesimo;

Visto l'art. 2 della legge 13 marzo 1958, n. 296, relativa all'istituzione del Ministero della sanità;

Visto il proprio decreto in data 4 luglio 1970, concernente la costituzione del consiglio di amministrazione dell'istituto sopra menzionato;

Vista la nota n. 100/82668/29.3.12 in data 5 dicembre 1970 con cui il Ministero della sanità ha designato il direttore generale prof. dott. Luigino Bellani quale membro del consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, in sostituzione del prof. dott. Ferdinando Martorana, dimissionario;

Vista la lettera con cui il prof. dott. Ferdinando Martorana ha rassegnato le proprie dimissioni dall'incarico;

Ritenuta la necessità di procedere alla richiesta sostituzione;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il direttore generale prof. dott. Luigino Bellani è nominato membro del consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie in rappresentanza del Ministero della sanità ed in sostituzione del prof. dott. Ferdinando Martorana.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 2 luglio 1971

SARAGAT

DONAT-CATTIN — FERRARI AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 settembre 1971
Registro n. 10 *Lavoro e prev. soc., foglio n.* 99

(8717)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 luglio 1971.

Ripartizione degli utili della lotteria di « Merano », svoltasi a Merano il 28 settembre 1969.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge del 4 agosto 1955, n. 722;

Visto il proprio decreto 20 novembre 1948, n. 1677, concernente l'approvazione del regolamento delle lotterie nazionali, modificato con successivi decreti 9 novembre 1952, n. 4468; 10 maggio 1956, n. 550; 27 dicembre 1956, n. 1571 e 22 giugno 1960, n. 814;

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentita la commissione interministeriale per il riparto degli utili delle lotterie nazionali, costituita con il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 25 agosto 1961 e modificata con successivi decreti 30 marzo 1962, 11 giugno 1962, 14 settembre 1963, 4 marzo 1964, 12 marzo 1966, 28 settembre 1968 e 19 novembre 1969;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 gennaio 1971, registrato alla Corte dei conti il 26 marzo 1971, registro n. 3 Presidenza, foglio n. 56, con il quale gli utili della lotteria di « Merano », svoltasi a Merano il 28 settembre 1969, sono stati devoluti per il 63,676502 per cento;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per il bilancio e la programmazione economica, per le finanze, per l'interno e per il tesoro;

Decreta:

Articolo unico

Gli utili della lotteria di « Merano », svoltasi a Merano il 28 settembre 1969, sono devoluti per il 23,029825 per cento, ai seguenti enti secondo le quote a fianco di ciascuno indicate:

	%
1. Roma — Associazione Nazionale Alpini	0,084315
2. Roma — Associazione Nazionale Artiglieri d'Italia - Presidenza Nazionale	0,084315
3. Roma — Associazione Nazionale Genieri e Trasmettitori d'Italia - Presidenza Nazionale	0,084315
4. Roma — Associazione Nazionale Arma Aeronautica - Sede Nazionale	0,084315

	%
5. Roma — Associazione Nazionale Commissariato Militare - Presidenza Nazionale .	0,084315
6. Roma — Associazione Nazionale Cappellani Militari Italiani	0,084315
7. Roma — Unione Italiana Sport Popolare	0,281050
8. Torino — Opera Pia « Crociata contro la Tubercolosi » - Per l'Istituto Profilattico	0,112420
9. Firenze — Associazione Minorati Gravi	0,140522
10. Roma — Istituto « Tata Giovanni » .	0,084315
11. Rossano (Cosenza) — Asilo Parrocchiale Gesù Buon Pastore	0,084315
12. Morano Calabro (Cosenza) — Asilo Infantile « La Vittoria »	0,084315
13. Rossano (Cosenza) — Asilo Infantile « Bambinello Gesù »	0,084315
14. Arcugnano (Vicenza), frazione Fimon — Parrocchia di S. Maria - Per le opere assistenziali	0,070263
15. Bassano del Grappa (Vicenza) — Parrocchia di S. Croce - Per le opere assistenziali	0,281050
16. Cartigliano (Vicenza) — Parrocchia dei Santi Simone e Giuda - Per le opere assistenziali	0,140522
17. Campolongo sul Brenta (Vicenza) — Asilo Infantile della Parrocchia Santa Maria	0,070263
18. Costabissara (Vicenza), frazione Motta — Parrocchia San Cristoforo - Per le opere assistenziali .	0,702625
19. Longare (Vicenza) — Opera Pia Casa Materna . .	0,070263
20. Villaverla (Vicenza), frazione Novoledo — Asilo Infantile della Parrocchia Sant'Andrea Apostolo	0,070263
21. Gambellara (Vicenza), frazione Sorio — Parrocchia San Giorgio - Per le opere assistenziali	0,070263
22. Grisignano di Zocco (Vicenza), frazione Pojana di Granfion — Parrocchia di San Martino - Per le opere assistenziali	0,070263
23. Lusiana (Vicenza) — Parrocchia di Santa Caterina - Per le opere assistenziali	0,070263
24. Montecchio Maggiore (Vicenza), frazione Valdimolino — Parrocchia S. Maria di Loreto - Per le opere assistenziali .	0,070263
25. Pieve di Coriano (Mantova) — Parrocchia Santa Maria Assunta - Per le opere assistenziali	0,070263
26. San Vito di Leguzzano (Vicenza) — Parrocchia di San Valentino - Per le opere assistenziali	0,070263
27. Thiene (Vicenza) — Patronato « San Gaetano » dei Padri Giuseppini . . .	0,281050
28. Vicenza — Club Amici del Teatro .	0,140522
29. Valli del Pasubio (Vicenza) — Parrocchia di S. Maria - Per le opere assistenziali	0,070263
30. Catanzaro — Casa dei SS. Cuori di Gesù e di Maria	0,070263
31. Pistoia — Associazione Centro Studi « Pietro Calamandrei »	0,070263
32. Reggio Calabria — « Lucianum » - Opere Assistenziali Educative della Parrocchia S. Lucia	0,070263
33. Bagno a Ripoli (Firenze) — Asilo « San Pietro »	0,140522
34. Calvi Risorta (Caserta), località Zuni — Parrocchia San Nicola di Bari - Per le opere assistenziali	0,070263
35. Casagiove (Caserta) — Ente Comunale di Assistenza	0,084315
36. Casale Monferrato (Alessandria) — Circolo di Cultura « Piero Gobetti »	0,070263
37. Cernobbio (Como), frazione Ravenna — Parrocchia di San Michele Arcangelo - Per la Casa del Giovane	0,070263
38. Cortona (Arezzo) — Chiesa Parrocchiale San Cristoforo - Per le opere assistenziali	0,070263
39. Galluccio (Caserta) — Parrocchia dei SS. Clemente e Donato - Per le opere assistenziali	0,070263
40. Mondragone (Caserta) — Ente Comunale di Assistenza	0,210787
41. Palma Campania (Napoli) — Istituto Maschile « Madre Agostina Cassi »	0,070263
42. Settingiano (Catanzaro) — Asilo « Martelletto »	0,070263
43. Trentola Ducenta (Caserta) — Ente Comunale di Assistenza	0,196735
44. Firenze — Casa di Riposo Sacro Cuore di Maria delle Suore Passioniste	0,140522
45. Agrigento — Chiesa di Santa Caterina - Per le opere assistenziali	0,070263
46. Aragona (Agrigento) — Arcipretura Parrocchiale SS. Crocifisso - Per le opere assistenziali	0,070263
47. Bivona (Agrigento) — Casa del Fanciullo « S. Chiara »	0,070263
48. Caltavuturo (Palermo) — Istituto Maria Ausiliatrice « Giuffrè Tartaro »	0,070263
49. Cammarata - Scalo (Agrigento) — Parrocchia Gesù Nazareno - Per le opere assistenziali	0,070263
50. Canicattì (Agrigento) — Asilo Infantile « Maria di Fatima » della Congregazione Boccone del Povero	0,070263
51. Canicattì (Agrigento) — Convento Cappuccini « Madonna della Rocca » - Per le opere assistenziali	0,070263
52. Casteldaccia (Palermo) — Opera Nazionale di Assistenza Religiosa e Morale fra gli Operai « O.N.A.R.M.O. »	0,070263
53. Casteltermini (Agrigento) — Parrocchia S. Maria del Carmelo - Per le opere assistenziali	0,070263
54. Cefalù (Palermo) — Parrocchia San Domenico - Per le opere assistenziali . . .	0,070263
55. Cefalù (Palermo) — Chiesa delle Anime Purganti - Per le opere assistenziali .	0,070263
56. Lampedusa e Linosa (Agrigento), frazione Linosa — Circolo Culturale Don Luigi Sturzo	0,070263
57. Lipari (Messina), frazione Vulcano — Asilo d'Infanzia « San Domenico Savio » .	0,140522
58. Monreale (Palermo) — Centro Assistenziale « Eugenio Pacelli » - Villagio S. Rosalia	0,070263
59. Monreale (Palermo), località Aquino — Parrocchia di San Giuseppe - Per le opere assistenziali	0,070263

	%
60. Monreale (Palermo), frazione S. Martino delle Scale — Circolo Missionario « P. Francesco Spoto »	0,070263
61. Palermo, frazione Villagrazia — Opera Pia Casa Lavoro e Preghiera « Padre Messina »	0,070263
62. Palermo — Istituto Figlie San Giuseppe	0,070263
63. Palermo — Istituto di Assistenza e Beneficenza « Principe di Palagonia e Conte Ventimiglia »	0,140522
64. Palermo, frazione Mondello Paese — Parrocchia « San Girolamo » - Per le opere assistenziali	0,070263
65. Palermo — Istituto Medico Psico-Pedagogico « Villa Nave » delle Suore Teatine	0,070263
66. Partanna (Trapani) — Orfanotrofio « Renda »	0,070263
67. Partinico (Palermo) — Pia Opera Collegio di Maria	0,070263
68. San Giuseppe Jato (Palermo) — Parrocchia Anime Sante - Opere assistenziali	0,070263
69. San Giuseppe Jato (Palermo) — Parrocchia del SS. Redentore - Per le opere assistenziali	0,070263
70. Santa Margherita Belice (Agrigento) — Casa della Fanciulla « Francesco Maggio »	0,070263
71. Albi (Catanzaro), frazione S. Giovanni — Parrocchia Santa Caterina Vergine e Martire - Per le opere sociali	0,070263
72. Briatico (Catanzaro), frazione San Costantino — Asilo Infantile Santa Maria Goretti	0,070263
73. Catanzaro, rione Stratò — Asilo Infantile Cuore Immacolato di Maria	0,070263
74. Catanzaro — Asilo Infantile « San Vitaliano »	0,084315
75. Catanzaro — Asilo Infantile « San Biagio »	0,070263
76. Catanzaro, frazione Gagliano — Asilo Infantile « S. Teresa del Bambino Gesù »	0,070263
77. Catanzaro - Istituto « San Vincenzo De' Paoli »	0,084315
78. Catanzaro, frazione Catanzaro Sala — Asilo Infantile « Santa Teresa »	0,070263
79. Catanzaro — Centro Assistenziale Pro Infanzia della Parrocchia di S. Giorgio in S. Giovanni	0,070263
80. Catanzaro — Santuario Madonna dei Cieli - Per le opere sociali	0,070263
81. Catanzaro — Parrocchia San Nicola Morano - Per le opere sociali	0,070263
82. Catanzaro - Lido — Parrocchia di S. Maria di Porto Salvo - Per le opere sociali	0,082075
83. Catanzaro — Orfanotrofio Maschile « Giuseppe Rossi »	0,084315
84. Catanzaro — Istituto Educativo Assistenziale « Fiorentino-Scoppa »	0,084315
85. Catanzaro — Orfanotrofio Femminile della Stella	0,098367
86. Catanzaro, rione Pontepiccolo — Parrocchia Santa Croce - Per le opere sociali	0,084315
87. Catanzaro — Parrocchia Santa Teresa (Osservanza) - Per le opere sociali	0,084315
88. Catanzaro - Lido, rione Casciolino — Scuola Materna Immacolata dei Miracoli	0,070263
89. Catanzaro - Lido — Scuola Materna « Maria Immacolata »	0,070263
90. Chiaravalle Centrale (Catanzaro) — Istituto Educativo Femminile Assistenziale « San Giuseppe »	0,084315
91. Gasperina (Catanzaro) — Scuola Materna delle Suore Terziarie Francescane	0,084315
92. Rossano (Cosenza) — Oratorio « Beato Murialdo » dei Padri Giuseppini	0,070263
93. Verbicaro (Cosenza) — Parrocchia San Giuseppe - Per le opere sociali	0,070263
94. Bergamasco (Alessandria) — Parrocchia della Natività di Maria Vergine - Per le opere assistenziali	0,084315
95. Cuneo — Piccola Opera Divina Provvidenza « Don Orione » - Per la Colonia S. Antonio per Fanciulli Orfani e Bisognosi	0,281050
96. Sant'Arcangelo di Romagna (Forlì) — Circolo A.C.L.I. « Sant'Arcangelo Vecchio »	0,070263
97. Occhiobello (Rovigo), frazione S. Maria Maddalena — Parrocchia Santa Maria - Per le opere assistenziali	0,070263
98. Trecenta (Rovigo), frazione Pissatola — Parrocchia di San Girolamo - Per le opere assistenziali	0,070263
99. Battaglia Terme (Padova) — Parrocchia di San Giacomo - Per le opere assistenziali	0,112420
100. Cervarese Santa Croce (Padova), frazione Montemerlo — Parrocchia S. Michele Arcangelo - Per le opere assistenziali	0,281050
101. Correzzola (Padova), frazione Civè — Parrocchia di San Donato - Per le opere assistenziali	0,070263
102. Este (Padova) — Parrocchia di Santa Tecla - Per le opere assistenziali	0,140522
103. Lozzo Atestino (Padova) — Parrocchia di San Leonzio - Per le opere assistenziali	0,084315
104. Maserà di Padova (Padova) — Chiesa Arcipretale di S. Maria Nascente - Per le opere assistenziali	0,112420
105. Masi (Padova) — Parrocchia di San Bartolomeo Apostolo - Per le opere assistenziali	0,112420
106. Megliadino San Fidenzio (Padova) — Parrocchia di San Fidenzio - Per le opere assistenziali	0,070263
107. Megliadino San Vitale (Padova) — Parrocchia di San Vitale - Per le opere assistenziali	0,084315
108. Merlara (Padova), località Minotte — Parrocchia « Maria SS. Ausiliatrice » - Per le opere assistenziali	0,112420
109. Padova, frazione Salboro — Parrocchia di S. Maria Assunta - Per le opere assistenziali	0,084315
110. Padova — Parrocchia di S. Stefano d'Ungheria - Per le opere sociali di assistenza	0,084315
111. Villafranca Padovana (Padova) — Località Teggi di Sopra - Parrocchia SS. Cosma e Damiano - Per le opere assistenziali	0,112420
112. Piombino Dese (Padova) — Scuola Materna Parrocchiale	0,084315

	%
113. Piombino Dese (Padova), frazione Levada — Parrocchia San Pietro - Per la Scuola Materna « Maria Immacolata » . .	0,112420
114. Badia Calavena (Verona), frazione San Valentino — Parrocchia San Valentino - Per le opere assistenziali . . .	0,070263
115. Brentino Belluno (Verona), frazione Rivalta — Parrocchia S. Giacomo Maggiore Per le opere assistenziali	0,070263
116. Brenzone (Verona), frazione Castelletto — Parrocchia San Carlo Borromeo - Per le opere assistenziali . .	0,070263
117. Colognola ai Colli (Verona) — Casa di Riposo	0,140522
118. Mozzecane (Verona), frazione Tormine — Parrocchia S. Antonio Abate - Per le opere assistenziali	0,070263
119. Pescantina (Verona), frazione Negarine — Piccolo Rifugio di Settimo .	0,112420
120. Verona — Parrocchia S. Stefano - Per le opere assistenziali .	0,112420
121. Verona, località Celso — Parrocchia di San Nazaro - Per le opere assistenziali	0,112420
122. Lanciano (Chieti) — Santa Casa Madonna del Ponte . .	0,309155
123. San Paolo Albanese (Potenza) — Scuola Materna Parrocchiale « G. K. Scanderberg »	0,168630
124. Agrigento — Mensa Vescovile	0,281050
125. Agrigento — Parrocchia di S. Maria degli Angeli - Per le opere assistenziali	0,070263
126. Spezzano della Sila (Cosenza), frazione Camigliatello Silano — Parrocchia SS. Biagio e Roberto - Per le opere assistenziali	0,084315
127. Marcheno Val Trompia (Brescia), località Cesovo — Parrocchia San Giacomo Apostolo - Per le opere assistenziali . . .	0,140522
128. Foligno (Perugia), frazione Rasiglia — Casa della Gioventù	0,084315
129. Muro Lucano (Potenza) — Curia Vescovile - Per le opere sociali . .	0,281050
130. Paola (Cosenza), località Marina — Istituto « S. Gemma Galgani » .	0,084315
131. Pavia — Associazione Volontari Italiani del Sangue . . .	0,070263
132. Ravanusa (Agrigento) — Istituto S. Angela Merici	0,070263
133. Sambuca di Sicilia (Agrigento) — Parrocchia S. Lucia Vergine e Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
134. Città di Castello (Perugia) — Centro Studi Altotiberini	0,070263
135. Casoria (Napoli) — Istituto delle Suore Catechiste del Sacro Cuore . . .	0,070263
136. Crespadoro (Vicenza), frazione Durlo — Parrocchia S. Margherita - Per le opere assistenziali	0,070263
137. Povegliano (Treviso), frazione Camalò — Parrocchia - Per le opere assistenziali . .	0,140522
138. Frattamaggiore (Napoli) — Istituto « Maria SS. di Casaluce » delle Suore Compassioniste Serve di Maria	0,070263
139. Napoli — Associazione Mariana Assistenza Malati d'Italia	0,070263
140. Napoli, frazione S. Giovanni a Teduccio — Opera Pia Orfanotrofio « Famiglia di Maria »	0,070263
141. Napoli — Istituto delle Suore Discepole di Gesù Eucaristico	0,070263
142. Napoli - Secondigliano — Missionari dei Sacri Cuori - Per la Casa del Fanciullo « Maria SS. Addolorata »	0,070263
143. Napoli - Vomero — Istituto di Maria Ausiliatrice	0,070263
144. Napoli — Società Pie Ancelle della Madre di Dio - Per le opere assistenziali	0,070263
145. Napoli — Ex Allievi di Don Bosco - Federazione Regionale Campano-Calabra . .	0,070263
146. Napoli — Curia Provincializia dei Padri Redentoristi - Per le opere assistenziali	0,070263
147. Sessa Aurunca (Caserta), località S. Martino — Scuola Materna Madonna dei Gigli	0,070263
148. Sant'Antonio Abate (Napoli) — Scuola Missionaria « Gesù Bambino »	0,070263
149. San Marcellino (Caserta) — Orfanotrofio S. Teresa del Bambino Gesù	0,070263
150. Somma Vesuviana (Napoli) — Istituto Maria SS. Regina	0,070263
151. Villorba (Treviso), località Catena — Parrocchia S. Maria Annunciata - Per le opere assistenziali	0,070263
152. Mele (Genova) — Società Operaia Cattolica « San Francesco »	0,140522
153. Chignolo Po (Pavia) — Associazione « Pro Juventute »	0,070263
154. Vistarino (Pavia), frazione Vivente — Associazione « Pro Juventute »	0,070263
155. Agrigento - Villaggio Mosè — Parrocchia del Sacro Cuore Immacolato di Maria - Per le opere assistenziali	0,070263
156. Bevagna (Perugia) — Monastero delle Benedettine di S. Maria del Monte - Per le opere assistenziali	0,140522
157. Ferrera Erbognone (Pavia) — Parrocchia San Giovanni Battista - Per la « Pro Juventute »	0,070263
158. Godiasco (Pavia) — Scuola Materna « Monumento ai Caduti »	0,070263
159. Roma - Ente Nazionale per l'Aiuto Morale e Sociale	0,140522
160. Roma — Ente Italiano di Servizio Sociale « E.I.S.S. »	0,140522
161. Santa Maria della Versa (Pavia) — Parrocchia - Per la « Pro Juventute » . . .	0,070263
162. San Vero Milis (Cagliari) — Colonia Marina delle Suore del Sacro Costato . . .	0,070263
163. Voghera (Pavia), frazione Campoferro — Parrocchia di San Fermo Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
164. Pizzale (Pavia) — Parrocchia di San Giacomo Maggiore - Per le opere assistenziali	0,070263
165. Montebello della Battaglia (Pavia) — Parrocchia SS. Gervasio e Protasio - Per le opere assistenziali	0,070263
166. Bressana Bottarone (Pavia) — Parrocchia San Giovanni Battista - Per le opere assistenziali	0,070263

	%
167. Bastida Pancarana (Pavia) — Parrocchia di S. Bartolomeo Apostolo - Per le opere assistenziali	0,070263
168. Arena Po (Pavia) — Parrocchia di San Giorgio Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
169. Mezzanino Po (Pavia) — Parrocchia Natività Beata Vergine Maria - Per le opere assistenziali	0,070263
170. Castana (Pavia) — Parrocchia di S. Andrea Apostolo - Per le opere assistenziali	0,070263
171. Golferenzo (Pavia) — Parrocchia di S. Nicola di Bari - Per le opere assistenziali	0,070263
172. Brallo di Pregola (Pavia), frazione Colleri — Parrocchia S. Innocenzo Vescovo - Per le opere assistenziali	0,070263
173. Santa Margherita di Staffora (Pavia), frazione Casalstaffora — Parrocchia di San Lorenzo - Per le opere assistenziali	0,070263
174. Pietra De' Giorgi (Pavia), località Castagnaro — Parrocchia di S. Maria Assunta - Per le opere assistenziali	0,070263
175. Corana (Pavia) — Parrocchia di S. Maria Vergine Assunta - Per le opere assistenziali	0,070263
176. Voghera (Pavia), frazione Pombio — Parrocchia di Gesù Divino Lavoratore - Per le opere assistenziali	0,070263
177. Zerbo (Pavia) — Parrocchia di S. Pietro Apostolo - Per le opere assistenziali	0,070263
178. Cava Manara (Pavia), frazione Torre de' Torti — Parrocchia di S. Pietro Apostolo - Per le opere assistenziali	0,070263
179. Torre de' Negri (Pavia) — Parrocchia di S. Antonio Abbate - Per le opere assistenziali	0,070263
180. Spessa (Pavia) — Parrocchia di S. Agostino Vescovo e Dottore - Per le opere assistenziali	0,070263
181. Costa de' Nobili (Pavia) — Parrocchia S. Maria Assunta - Per le opere assistenziali	0,070263
182. Vigevano (Pavia) — Parrocchia di San Giuseppe - Per le opere assistenziali	0,070263
183. Pietradefusi (Avellino) — Asilo Infantile « P. L. Acernese » delle Suore Francescane Immacolatine	0,070263
184. Cassolnovo (Pavia), frazione Villanova — Parrocchia di S. Martino Vescovo - Per la « Pro Juventute »	0,070263
185. Pavia — Parrocchia di San Carlo Borromeo - Per le opere assistenziali	0,070263
186. Pavia — Parrocchia della Sacra famiglia - Per le opere assistenziali	0,070263
187. Cusago (Milano) — Parrocchia SS. Fermo e Rustico - Per le opere assistenziali	0,070263
188. Pozzuolo del Friuli (Udine) — Parrocchia di S. Andrea Apostolo - Per le opere parrocchiali	0,070263
189. Cassacco (Udine) — Monastero di Clausura Gesù di Nazareth - Per le opere assistenziali	0,070263
190. Venzone (Udine), frazione Portis — Parrocchia S. Bartolomeo Apostolo - Per le opere assistenziali	0,070263
191. Gonars (Udine) — Parrocchia di San Canciano Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
192. Colloredo di Monte Albano (Udine) — Parrocchia dei SS. Andrea e Mattia - Per le opere assistenziali	0,070263
193. Colloredo di Monte Albano (Udine), frazione Lauzzana — Parrocchia di San Lorenzo Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
194. Firenze — Università Internazionale dell'Arte di Firenze e Venezia	2,810502
195. Settimo Torinese (Torino) — Asilo Infantile « Edmondo De Amicis »	0,070263
196. Roma — Parrocchia di Sant'Isidoro - Per le opere assistenziali	0,140522
197. Ancona, frazione Pinocchio - località Montagnolo — Parrocchia di San Michele Arcangelo - Per le opere assistenziali	0,070263
198. Torre del Greco (Napoli) — Parrocchia Sacro Cuore - Per le opere assistenziali	0,070263
199. Vico Equense (Napoli) — Parrocchia di Pacognano - Per le opere assistenziali	0,070263
200. Montecarlo (Lucca) — Scuola Materna Pellegrini Carmignani	0,070263
201. Napoli, rione Luzzatti — Parrocchia Sacra Famiglia dei P.P. Giuseppini del Murialdo - Per le opere assistenziali	0,070263
202. Pisa — Parrocchia S. Maddalena - Per le opere assistenziali	0,070263
203. Pisa — Compagnia Dame di Carità San Vincenzo de' Paoli	0.070263
204. Pisa — Istituto Sacra Famiglia del Seminario dei Padri Bigi	0,070263
205. Villa Basilica (Lucca) — Asilo Infantile « S. Caterina da Siena »	0,070263
206. Pisa — Congregazione delle Figlie di Nazareth - Opere assistenziali	0,070263
207. Tropea (Catanzaro) — Cattedrale - Per le opere assistenziali	0,070263
208. Drapia (Catanzaro), frazione Gasponi — Parrocchia di S. Acendino Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
209. Vibo Valentia (Catanzaro), frazione Vena Media — Parrocchia « Maria SS. Immacolata e S. Nicola » - Per le opere assistenziali	0,070263
210. Soriano Calabro (Catanzaro) — Santuario San Domenico - Per le opere assistenziali	0,070263
211. Nardodipace (Catanzaro), località Todaro — Parrocchia S. Teodoro Martire - Per le opere assistenziali	0,070263
212. Brescia — Scuola Materna « Paolo VI » delle Suore Maestre di S. Dorotea	0,140522
213. Milano — Associazione Volontari Italiani del Sangue - Per l'Istituto Trasfusione - Sezione di Milano	0,140522
214. Rossano Calabro (Cosenza) — Parrocchia « Maria SS. Achiropita » - Per le opere assistenziali	0,140522
215. Peschiera Borromeo (Milano), frazione Linate al Lambro — Parrocchia S. Ambrogio - Per la « Pro Juventute »	0,070263
216. Varese, frazione Calcinate del Pesce — Parrocchia SS. Nazaro e Celso - Per le opere assistenziali	0,070263
217. Reggio Emilia — Pia Unione della Dottrina Cristiana	0,070263

	%
218. Paese (Treviso), frazione Porcellengo — Parrocchia - Per le opere assistenziali	0,070263
219. Genova — Centro di Amicizia Internazionale	0,070263

Con successivo analogo decreto sarà provveduto alla devoluzione del rimanente 13,293673 per cento.

Dato a Roma, addì 22 luglio 1971

SARAGAT

COLOMBO — GIOLITTI — PRETI — RESTIVO — FERRARI AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *settembre* 1971
Registro n. 7 *Presidenza, foglio n.* 173

(8993)

DECRETO MINISTERIALE 26 luglio 1971.

Costituzione della riserva naturale orientata» « Pian di Landro - Baldassare », in provincia di Treviso.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Vista la legge 5 gennaio 1933, n. 30, sull'ordinamento dell'Azienda di Stato per le foreste demaniali;

Visto il regio decreto 5 ottobre 1933, n. 1577, relativo allo statuto-regolamento dell'Azienda di Stato per le foreste demaniali;

Tenute presenti le norme e le direttive in materia di protezione della natura ed in particolare della esistenza di tipici biotopi da conservare, contenute nell'art. 29 della legge 27 ottobre 1966, n. 910 e nell'art. 25 del decreto ministeriale 20 giugno 1967;

Premesso che l'Azienda di Stato per le foreste demaniali ha perseguito sin dalla sua istituzione un programma conservativo delle foreste demaniali, anche di nuova acquisizione e formazione, estendendo nella prassi lo spirito dell'art. 116 della legge 30 dicembre 1923, n. 3267, e comprendendo nel significato della norma i fini più generali di protezione della natura;

Considerato che il problema della difesa della natura interessa e sensibilizza sempre più la pubblica opinione a livello nazionale ed internazionale, tanto da aver sollecitato la istituzione di un apposito comitato di orientamento dei problemi dell'ecologia, su iniziativa della Presidenza del Senato, per l'informazione scientifica ai due rami del Parlamento italiano.

Tenuto conto delle osservazioni e delle proposte recentemente avanzate, su incarico della Presidenza del Consiglio dei Ministri, dai titolari dei vari dicasteri responsabili, circa i futuri indirizzi in materia di assestamento ecologico e di tutela naturalistica;

Considerato che per l'incremento ed il miglioramento dell'economia della natura e dei suoi equilibri è indispensabile conoscere la naturale evoluzione delle varie formazioni esistenti, di qualsiasi tipo esse siano, nella varietà degli ambienti e che detta evoluzione può attuarsi indisturbata in zone di riserva naturale, come concepite dagli enti internazionali che si interessano della salvaguardia della natura e secondo i concetti fondamentali propugnati dall'Unione internazionale per la conservazione della natura e delle sue risorse (UINC);

Visto che a tali fini sono stati individuati nell'ambito delle foreste demaniali territori da tempo particolarmente protetti, che conviene mantenere intatti per le loro caratteristiche e peculiarità, decretandone formalmente la loro destinazione e conservazione;

Accertato che nel comprensorio della foresta demaniale del Cansiglio situata nelle province di Treviso, Belluno ed Udine nel settore di proprietà dell'Azienda di Stato per le foreste demaniali, esiste, fra le altre, la località denominata: « Pian di Landro-Baldassare » in comune di Fregona (Treviso) che risponde ai requisiti richiesti, e che si distingue per le seguenti peculiari caratteristiche: estesa su ha. 266, nelle: sezione 60*b,d;* sezione 28*a,p;* sezione 29*a,b;* sezione 30*a,b,c,e,f;* sezione 31*a,p,b,c,d;* n. 46; n. 1-*p*, della carta silografica (ediz. 1965), scala al 20.000 della foresta del Cansiglio, situata a quota media di m. 1200 s.l.m., rappresenta un tipico esempio di fustaia alpina pura di faggio e mista di faggio, abete rosso e larice, su terreno caratterizzato da alternanza di doline circondate da emergenze rocciose nonchè di umide radure, ove trovano rifugio ed ideale habitat molte specie di fauna nobile;

Tenuto presente che, a seguito di indagini territoriali eseguite dalle commissioni per la conservazione della natura e sue risorse del Consiglio nazionale delle ricerche, nonchè nel rapporto al programma economico nazionale 1971-1975 (Progetto 80), la suddetta zona, per il suo preminente interesse nazionale, rientra nei territori segnalati negli elenchi dei biotopi italiani meritevoli di conservazione e di protezione;

Rilevato che la zona, destinata anche a rappresentare ed a tutelare paesaggi di particolare valore estetico, è stata illustrata in alcuni studi botanici e forestali, come pure in altre sedi;

Vista la proposta a tal fine formulata dal consiglio d'amministrazione dell'Azienda di Stato per le foreste demaniali con apposito atto deliberativo;

Decreta:

Art. 1.

La località « Pian di Landro - Baldassare », già indicata nelle premesse, situata nel comprensorio della foresta demaniale del Cansiglio nella provincia di Treviso, esattamente individuata nella planimetria al 20 mila allegata al presente decreto, quale parte integrante e sostanziale, viene costituita in « riserva naturale orientata ».

Art. 2.

Entro il perimetro della riserva, è consentito l'accesso esclusivamente per ragioni di studio, per fini educativi, per escursioni naturalistiche, per compiti amministrativi e di vigilanza nonchè ricostitutivi di equilibri naturali, restando vietata qualsiasi altra attività antropica.

Art. 3.

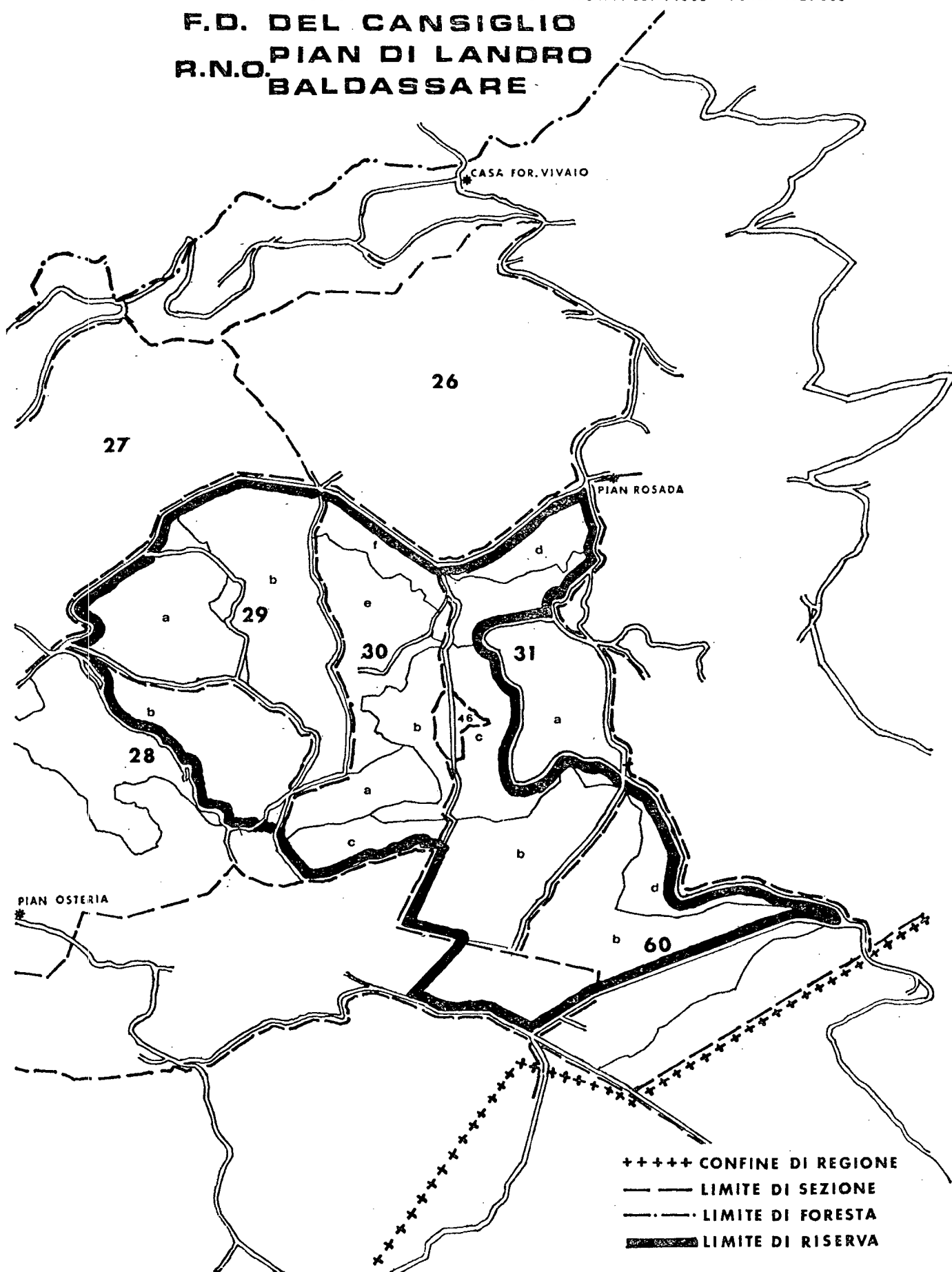
Alla tutela e gestione della riserva sopra descritta, provvederà, in virtù del preminente interesse nazionale delle riserve naturali, l'Azienda di Stato per le foreste demaniali, con i fondi del proprio bilancio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 26 luglio 1971

Il Ministro: NATALI

DALLA CARTA SILOGRAFICA DELL' A.S.F.D.-EDIZ. 1965 - SCALA 1:20.000
F.D. DEL CANSIGLIO
R.N.O. PIAN DI LANDRO BALDASSARE
CASA FOR. VIVAIO
26
27
PIAN ROSADA
29
30
31
28
46
60
PIAN OSTERIA
+++++ CONFINE DI REGIONE
LIMITE DI SEZIONE
LIMITE DI FORESTA
LIMITE DI RISERVA

(8749)

DECRETO MINISTERIALE 10 settembre 1971.

Determinazione dei contributi da corrispondere al consorzio per la zona industriale apuana per l'anno 1971.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 11 del decreto legislativo 3 aprile 1947, n. 372, sostituito dall'art. 10 del decreto legislativo 31 marzo 1948, n. 242, che contiene norme per la determinazione, l'accertamento e la riscossione dei contributi a favore del consorzio per la zona industriale apuana;

Vista la legge 21 luglio 1950, n. 818;

Vista la legge 28 marzo 1968, n. 435;

Vista la deliberazione dell'assemblea di detto consorzio in data 10 novembre 1970 relativa alle proposte di cui al citato art. 10 del decreto legislativo 31 marzo 1948, n. 242, concernente l'applicazione dei contributi a carico degli enti consorziali per il 1971 e del contributo a carico delle imprese ammesse ai benefici consentiti dalle disposizioni sulla zona industriale apuana;

Esaminato il bilancio di previsione del consorzio per l'anno 1971 deliberato dalla predetta assemblea, nella stessa riunione del 10 novembre 1970;

Decreta:

Art. 1.

Il contributo a carico degli enti partecipanti al consorzio per la zona industriale apuana per l'esercizio 1971 è stabilito in L. 0,65 % per ogni 100 lire di tributi riscossi nell'esercizio 1969 dalla camera di commercio di Massa Carrara, dall'amministrazione provinciale di Massa Carrara e dai comuni di Massa e di Carrara, e in L. 0,60 per ogni 100 lire di tributi riscossi durante il predetto esercizio dagli altri enti consorziati.

Art. 2.

Il contributo di cui all'articolo precedente sarà iscritto nella parte passiva dei bilanci della provincia di Massa Carrara, dei comuni di Massa, Carrara, Montignoso, Aulla, Villafranca, Filattiera, Pontremoli, Fivizzano, Saravezza, Pietrasanta, Stazzema e Forte dei Marmi, Casola, Camaiore, Bagnone e della camera di commercio di Massa Carrara relativi all'esercizio 1971.

Art. 3.

Il contributo a carico delle imprese ammesse ai benefici consentiti dalle disposizioni sulla zona industriale apuana per l'anno 1971 è stabilito in complessive L. 6.000.000.

L'assemblea del consorzio provvederà a ripartire tra le imprese stesse il detto contingente in proporzione al reddito, in ciascuna accertato o accertabile, per l'applicazione dell'imposta camerale.

Roma, addì 10 settembre 1971

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
GAVA

Il Ministro per le finanze
PRETI

(8751)

DECRETO MINISTERIALE 20 settembre 1971.

Sostituzione di tre membri in seno alla commissione regionale per la manodopera agricola dell'Umbria.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modificazioni, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, che prevede la istituzione delle commissioni regionali per la manodopera agricola;

Visto il decreto ministeriale del 15 marzo 1971 con cui è stata costituita la commissione regionale per la manodopera agricola dell'Umbria;

Vista la nota n. 606 del 10 agosto 1971 della Federbraccianti con cui si chiede la sostituzione di due propri membri effettivi e di uno supplente in seno a detto organo collegiale, perchè optanti per la rappresentanza del consiglio regionale;

Decreta:

I signori Mosconi Ouartilio, Barafani Paolo e Meoni Franco sono nominati: i primi due membri effettivi ed il terzo membro supplente in seno alla commissione regionale per la manodopera agricola dell'Umbria, quali rappresentanti dei lavoratori, in sostituzione dei signori Ghionne Brunetto, Migliosi Bruno e Ragni Mauro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 settembre 1971

(8781) *Il Ministro*: DONAT-CATTIN

DECRETO MINISTERIALE 20 settembre 1971.

Sostituzione di un membro in seno alla commissione regionale per la manodopera agricola della Calabria.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modificazioni, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, che prevede la istituzione delle commissioni regionali per la manodopera agricola;

Visto il decreto ministeriale del 3 agosto 1971 con cui è stata costituita la commissione regionale per la manodopera agricola della Calabria;

Vista la nota n. 20391 del 7 settembre 1971 dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Reggio Calabria, con cui si chiede la sostituzione del dott. Fausto Felletti, già vice direttore di detto ufficio e membro della commissione regionale per la manodopera agricola, perchè destinato ad altro incarico, con l'attuale vice direttore dott. Pasquale Minuto;

Decreta:

Il dott. Pasquale Minuto, vice direttore dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Reggio Calabria è nominato membro della commissione regionale per la manodopera agricola, con l'incarico di sostituire il presidente in caso di assenza, in sostituzione del dott. Fausto Felletti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 settembre 1971

(8784) *Il Ministro*: DONAT-CATTIN

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla provincia di Enna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 16 settembre 1971, la provincia di Enna viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 487.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9096)

Autorizzazione al comune di Canicattì ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 28 settembre 1971, il comune di Canicattì (Agrigento) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 299.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9067)

Autorizzazione al comune di San Cataldo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 30 settembre 1971, il comune di San Cataldo (Caltanissetta) viene autorizzato ad un assumere un mutuo di L. 202.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9068)

Autorizzazione al comune di Caltagirone ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 30 settembre 1971, il comune di Caltagirone (Catania) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 37.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9069)

Autorizzazione al comune di Santa Maria Capua Vetere ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1970.

Con decreto ministeriale in data 27 settembre 1971, il comune di Santa Maria Capua Vetere (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 48.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stessó, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9097)

MINISTERO DELLE FINANZE

Errata-corrige

Alla pagina 6 del supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 75 del 28 marzo 1952 concernente la pubblicazione delle tariffe di reddito dominicale ed agrario per taluni comuni della provincia di Arezzo stabilite dalla commissione censuaria centrale con deliberazione n. 2271 del 25 gennaio 1951, la classe VI del bosco ceduo del comune di Stia viene sostituita dalla classe V.

(8829)

MINISTERO DELLE FINANZE

Restituzioni applicabili dal 1° marzo 1969 al 31 ottobre 1969, a norma dei Regolamenti C.E.E. n. 393/69, n. 606/69, n. 816/69, n. 910/69, n. 1003/69, n. 1243/69, n. 1520/69, n. 1710/69 e n. 1925/69, ai prodotti di cui all'articolo 1, paragrafo 2, lettera c) del Regolamento C.E.E. n. 136/66 (olio di oliva) esportati verso i Paesi terzi e la Grecia.

NUMERO		DENOMINAZIONE DELLE MERCI	AMMONTARE RESTITUZIONI IN UNITÀ DI CONTO (u.c.) PER 100 Kg. (1 u.c. = lire italiane 625)					
della Tariffa	della Statistica		Dal 1°- 3-1969 al 31- 3-1969	Dal 1°- 4-1969 al 14- 5-1969	Dal 15- 5-1969 al 30- 6-1969	Dal 1°- 7-1969 al 31- 7-1969	Dal 1°- 8-1969 al 31- 8-1969	Dal 1°- 9-1969 al 31-10-1969
ex 15.07		Oli vegetali fissi, fluidi o concreti, greggi, depurati o raffinati:						
		A. olio di oliva:						
		I. che ha subito un processo di raffinazione (*a*):						
		a. ottenuto dalla raffinazione di olio di oliva vergine anche mescolato con olio di oliva vergine:						
	ex 02	1. in imballaggi immediati di contenuto netto di 5 kg o meno:						
		- per esportazioni verso i Paesi terzi europei, esclusa la Grecia . . .	4,000	4,620	6,000	6,620	10,000	10,000

NUMERO della Tariffa	NUMERO della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	AMMONTARE RESTITUZIONI IN UNITÀ DI CONTO (u.c.) PER 100 Kg. (1 u.c. = lire italiane 625) Dal 1°-3-1969 al 31-3-1969	Dal 1°-4-1969 al 14-5-1969	Dal 15-5-1969 al 30-6-1969	Dal 1°-7-1969 al 31-7-1969	Dal 1°-8-1969 al 31-8-1969	Dal 1°-9-1969 al 31-10-1969
ex 15.07 (Segue)		- per esportazioni verso i Paesi terzi rivieraschi del Mediterraneo, esclusa la Grecia	4,000	4,620	6,000	6,620	10,000	10,000
		- per esportazioni verso gli altri Paesi terzi, esclusa la Grecia	6,000	6,620	8,000	8,620	10,000	10,000
	ex 02 03	2. altrimenti presentato:						
		- per esportazioni verso i Paesi terzi europei, esclusa la Grecia . . .	4,000	4,620	6,000	6,620	6,620	6,620
		- per esportazioni verso i Paesi terzi rivieraschi del Mediterraneo, esclusa la Grecia	4,000	4,620	6,000	6,620	6,620	6,620
		- per esportazioni verso gli altri Paesi terzi, esclusa la Grecia	4,000	4,620	6,000	6,620	6,620	6,620
		II. altro:						
		a. olio di oliva vergine:						
	ex 08	1. in imballaggi immediati di contenuto netto di 5 kg o meno:						
		- per esportazioni verso i Paesi terzi europei, esclusa la Grecia . . .	4,000	4,620	6,000	6,620	10,000	9,000
		- per esportazioni verso i Paesi terzi rivieraschi del Mediterraneo, esclusa la Grecia	4,000	4,620	6,000	6,620	10,000	9,000
		- per esportazioni verso gli altri Paesi terzi, esclusa la Grecia	6,000	6,620	8,000	8,620	10,000	10,000
	ex 08	2. altrimenti presentato:						
		- per esportazioni verso i Paesi terzi europei, esclusa la Grecia . . .	4,000	4,620	6,000	6,620	6,620	6,620
		- per esportazioni verso i Paesi terzi rivieraschi del Mediterraneo, esclusa la Grecia	4,000	4,620	6,000	6,620	6,620	6,620
		- per esportazioni verso gli altri Paesi terzi, esclusa la Grecia	4,000	4,620	6,000	6,620	6,620	6,620

(*a*) Sono considerati come aventi subito un processo di raffinazione gli oli di oliva il cui tenore in acidi grassi liberi, espresso in acido oleico, è del 5 % come massimo e che presentano un coefficiente di estinzione specifica $K\,268$ (densità ottica della soluzione dell'isoottano [2, 2, 4 trimetilpentano] a 1 g in 100 millilitri sotto uno spessore di 1 cm e per la lunghezza d'onda di 268 millimicron), pari o superiore a 0,25 (1) e la cui variazione dell'estinzione specifica, verso 268 millimicron, è superiore a 0,01 (2).

(1) Tale coefficiente deve essere corretto in funzione del tenore in acidi grassi liberi secondo la formula:
$K'\,268 = K\,268 - (0{,}023 \times \%$ del tenore in acidi grassi liberi$)$.

(2) Questa variazione è così definita:
$\Delta K = K\,268 - 0{,}5\,(K\,262 + K\,274)$.

(7336)

MINISTERO DELLE FINANZE

Restituzioni applicabili dal 9 luglio 1971 al 22 luglio 1971 a norma dei Regolamenti C.E.E. n. 1456/71 e n. 1511/71 ai prodotti di cui all'art. 1, paragrafo 1, lettere a) e b) del Regolamento C.E.E. n. 359/67 (settore riso), esportati verso Paesi terzi.

Numero della tariffa doganale	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Ammontare restituzioni in unità di conto (u.c.) per 100 kg. (1 u.c. = lire italiane 625) (a)
10.06	Riso:	
	A. greggio o semigreggio (non pilato):	
	(II) Riso semigreggio (non pilato):	
	(a) di cui almeno il 90% dei grani hanno una lunghezza uguale o inferiore a 5,2 mm ed un rapporto lunghezza/larghezza inferiore a 2:	
	- per le esportazioni verso l'Austria, il Liechtenstein e la Svizzera . .	8,400
	- per le esportazioni verso gli altri Paesi terzi	9,130
	(b) altro:	
	- per le esportazioni verso l'Austria, il Liechtenstein e la Svizzera . .	6,800
	- per le esportazioni verso gli altri Paesi terzi	7,130
	B. in grani interi pilati, anche lucidati o brillati:	
	(I) di cui almeno il 90% dei grani hanno una lunghezza uguale o inferiore a 5,2 mm ed un rapporto lunghezza/larghezza inferiore a 2:	
	(a) Riso semilavorato:	
	- per le esportazioni verso il Liechtenstein e la Svizzera	9,002 (b)
	- per le esportazioni verso l'Austria	11,425 (b)
	- per le esportazioni verso la Finlandia	13,000 (b)
	- per le esportazioni verso gli altri Paesi terzi	12,599 (b)
	(b) Riso lavorato a fondo:	
	- per le esportazioni verso il Liechtenstein e la Svizzera	9,587 (b)
	- per le esportazioni verso l'Austria	12,168 (b)
	- per le esportazioni verso la Libia	14,250 (b)
	- per le esportazioni verso l'Ungheria	13,500 (b)
	- per le esportazioni verso gli altri Paesi terzi	13,418 (b)
	(II) altro:	
	(a) Riso semilavorato:	
	- per le esportazioni verso il Liechtenstein e la Svizzera	6,268 (b)
	- per le esportazioni verso gli altri Paesi terzi	8,627 (b)
	(b) Riso lavorato a fondo:	
	- per le esportazioni verso il Liechtenstein e la Svizzera	6,719 (b)
	- per le esportazioni verso la zona IV a) ad eccezione della Costa d'Avorio (c)	11,370 (b)
	- per le esportazioni verso la Libia	10,620 (b)
	- per le esportazioni verso la Costa d'Avorio	11,820 (b)
	- per le esportazioni verso gli altri Paesi terzi	9,248 (b)
	C. spezzato	3,000

(a) Qualora ricorrano le condizioni previste dal Regolamento C.E.E. n. 719/67, l'ammontare della restituzione va aumentato di 2 unità di conto (1 unità di conto = lire 625) per tonnellata metrica di prodotto esportato.
(Circolare a stampa Ministero finanze - Direzione generale dogane e imposte indirette, n. 54 del 31 gennaio 1968, prot. n. 1007/UTCD).
(b) La restituzione è fissata per un riso contenente in peso 5%, al massimo, di rotture di riso.
Quando il riso esportato contiene una percentuale di rotture superiore al 5% la restituzione viene diminuita come segue:

Percentuale di rotture	Percentuale di diminuzione della restituzione
più di 5 e fino al 10	2
più di 10 e fino al 15	4
più di 15 e fino al 20	6
più di 20 e fino al 30	15
più di 30 e fino al 40	30
più di 40	100

(c) Il raggruppamento dei Paesi terzi di destinazione in ciascuna delle zone per le quali è fissata la restituzione differenziata, stabilito in sede C.E.E., è il seguente:

ZONA I: a) Libia, Repubblica Araba Unita, Israele, Giordania, Libano, Siria, Cipro, Turchia;
b) Marocco, Algeria, Tunisia.
ZONA II: Polonia, U.R.S.S. (porti del Mar Baltico).
ZONA III: a) Cecoslovacchia, Ungheria;
b) Romania, Bulgaria, U.R.S.S. (porti del Mar Nero).
ZONA IV: a) Mauritania, Senegal, Guinea, Costa d'Avorio, Dahomey, Togo, Mali, Alto Volta, Niger, Repubblica Centrafricana, Congo (Brazzaville), Ciad, Gabon, Camerun, Congo (Kinshasa), Gambia, Sierra Leone, Gana, Nigeria, Sud-Ovest Africano;
b) Messico e Paesi dell'America Centrale ivi comprese le Grandi e Piccole Antille.
c) Paesi dell'America del Sud.
ZONA V: a) I Paesi della penisola araba, Irak, Iran, Afganistan, Pakistan, India (compreso Bhutan e Sikkhin), Nepal, Ceylon, Birmania, Isole dell'Oceano Indiano;
b) Altri Paesi e territori d'Africa;
c) Altri Paesi e territori d'Asia e d'Oceania.

(7609)

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili dal 1° giugno 1971 al 30 giugno 1971 a norma dei Regolamenti C.E.E. n. 1116/71, n. 1128/71 e n. 1231/71 agli alimenti composti per animali, in lire italiane per quintale, per importazioni da:

- **Paesi terzi;**
- **Stati africani e malgascio associati (SAMA), dai Paesi e territori d'oltremare (PTOM), dalla Repubblica Unita Tanzania, Repubblica Uganda e Repubblica Kenya.**

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Prelievi da Paesi terzi	Prelievi da SAMA, PTOM, Rep. Un. Tanzania, Rep. Uganda, Rep. Kenya
23.97		Foraggi melassati o zuccherati; altre preparazioni del genere di quelle utilizzate nell'alimentazione degli animali:		
		B. altri, contenenti, isolatamente o assieme, anche mescolati con altri prodotti, amido o fecola, glucosio o sciroppo di glucosio delle voci 17.02-B e 17.05-B, e prodotti lattiero-caseari:		
		I. contenenti amido o fecola o glucosio e sciroppo di glucosio:		
		a. non contenenti amido o fecola o aventi tenore, in peso, di tali materie inferiore o uguale a 10%:		
	05	1. non contenenti prodotti lattiero-caseari o aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari inferiore a 10% . .	907,50	345,00
	12	2. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 10% e inferiore a 50%	15.200,00	14.657,50
	25	3. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 50% e inferiore a 75%	7.343,75	7.343,75
	32	4. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 75%	9.212,50	9.212,50
		b. aventi tenore, in peso, di amido o di fecola superiore a 10% e inferiore o uguale a 30%:		
	35	1. non contenenti prodotti lattiero-caseari o aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari inferiore a 10% . .	1.641,25	1.078,75
	42	2. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 10% e inferiore a 50%	15.953,75	15.391,25
	45	3 aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 50%	8.906,25	8.906,25
		c. aventi tenore, in peso, di amido o di fecola superiore a 30%:		
	52	1. non contenenti prodotti lattiero-caseari o aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari inferiore a 10% . .	2.719,35	2.156,85
	65	2. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 10% e inferiore a 50%	17.031,85	16.469,35
	82	3. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 50%	8.018,75	8.018,75
	85	II non contenenti nè amido nè fecola, nè glucosio o sciroppo di glucosio e contenenti prodotti lattiero-caseari	9.212,50	9.212,50

(7128)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione alla libera vendita dell'acqua minerale nazionale « Fonte della Buvera »

Con decreto n. 1176 del 15 settembre 1971 la società Buvera S.p.a., di Anzola d'Ossola (Novara), è autorizzata a mettere in vendita, per uso di bevanda, l'acqua minerale naturale nazionale denominata « Fonte della Buvera » che sgorga dalla sorgente omonima in territorio del comune di Anzola d'Ossola, provincia di Novara.

L'acqua minerale verrà imbottigliata in recipienti di vetro, del tipo comunemente usato per le acque minerali, della capacità di 1 litro, 1/2 litro, 1/4 di litro che saranno contrassegnate da etichette rettangolari stampate su carta bianca, delle dimensioni di cm. 19,5 × cm. 11 e cm. 14 × 8 rispettivamente.

Le etichette sono divise in tre parti da una striscia multi colore — azzurro, rosso, blu — a forma di U con gli estremi prolungati orizzontalmente, nella parte sinistra è riportato il giudizio di purezza batteriologica rilasciato dal direttore dell'Istituto di igiene di Pavia il 25 giugno 1969, le caratteristiche salienti dell'acqua: « oligominerale, diuretica, antilitiasica, antiurica », gli estremi del decreto di autorizzazione. Al centro spicca in grassetto a caratteri neri la dizione « acqua oligominerale naturale » ed in caratteri più grandi, di colore azzurro il nome dell'acqua « Fonte della Buvera », le scritte sormontano un medaglione circolare sul quale figura la silouette di un camoscio su un picco, bianco su fondo azzurro e la frase « imbottigliata come sgorga dalla sorgente ». A destra è riportata la descrizione delle analisi chimica e chimico-fisica eseguite dal direttore del laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Novara in data 18 aprile 1919. Nel margine inferiore delle etichette è riportata la ragione sociale e la sede dello stabilimento di imbottigliamento.

Il tutto conforme agli esemplari allegati al presente decreto.

L'acqua minerale sgorga da due polle distanti fra loro circa 13 metri a quota 227 e 231, rispettivamente, provenienti dalla stessa falda idrica e quindi di identica composizione. Le due polle sono captate in gallerie scavate in roccia e, a mezzo di tubature in acciaio inossidabile, sono condotte in una vicina vasca di raccolta e miscelazione, dalla quale, a mezzo di con-

dotta lunga circa 650 metri, l'acqua è convogliata in due serbatoi della capacità di 10.000 litri ciascuno, che alimentano la catena di lavorazione. La vasca di raccolta, la condotta che si diparte da questa e i serbatoi sono tutti realizzati in acciaio inossidabile.

La chiusura delle bottiglie avviene con tappi a corona in modo da evitare alterazioni o sostituzioni dell'acqua minerale.

Con decreto n. 1177 del 15 settembre 1971 la società Buvera S.p.a., di Anzola d'Ossola (Novara), è autorizzata a mettere in vendita, per uso di bevanda, l'acqua minerale nazionale addizionata di gas acido carbonico denominata « Fonte della Buvera » che sgorga dalla sorgente omonima in territorio del comune di Anzola d'Ossola, provincia di Novara.

L'acqua minerale verrà imbottigliata in recipienti di vetro, del tipo comunemente usato per le acque minerali, della capacità di 1 litro, 1/2 litro, 1/4 di litro che saranno contrassegnati da etichette rettangolari stampate su carta bianca, delle dimensioni di cm. 19,5 × cm. 11 e cm. 14 × cm. 8, rispettivamente.

Le etichette sono divise in tre parti da una striscia multicolore — verde, azzurro, blu —, a forma di U con gli estremi prolungati orizzontalmente. Nella parte sinistra è riportato il giudizio di purezza batteriologica rilasciato dal direttore dell'istituto d'igiene dell'Università di Pavia il 25 giugno 1969; le caratteristiche salienti dell'acqua « oligominerale, diuretica, antilitiasica, antiurica », gli estremi del decreto di autorizzazione. Al centro spicca in grassetto a caratteri neri, la dizione « acqua oligominerale » ed in caratteri più grandi, di colore azzurro il nome dell'acqua « Fonte della Buvera ». Le scritte sormontano un medaglione circolare sul quale figura la silouette di un camoscio su un picco, bianco su fondo azzurro e la scritta « addizionata di gas acido carbonico ». A destra è riportata la descrizione delle analisi chimica e chimico-fisica eseguita dal direttore del laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Novara in data 18 aprile 1969. Nel margine inferiore è riportata la ragione sociale e la sede dello stabilimento di imbottigliamento.

Il tutto conforme agli esemplari allegati al presente decreto.

L'acqua minerale sgorga da due polle distanti fra loro circa 13 metri, a quota 227 e 231, rispettivamente, provenienti dalla stessa falda idrica, e quindi di identica composizione. Le due polle sono captate in gallerie scavate in roccia, e a mezzo di tubature in acciaio inossidabile, sono condotte in una vicina vasca di raccolta e miscelazione, dalla quale, a mezzo di condotta lunga circa 650 metri, l'acqua è convogliata in due serbatoi della capacità di 10.000 litri ciascuno, che alimentano la catena di lavorazione. La vasca di raccolta, la condotta che si riparte da questa, e i serbatoi sono tutti realizzati in acciaio inossidabile. L'immissione di anidride carbonica avviene mediante saturatore di acciaio inossidabile. La chiusura delle bottiglie avviene con tappi a corona in modo da evitare alterazioni o sostituzioni dell'acqua minerale.

(8727)

Autorizzazione all'amministrazione dell'ospedale civile « Umberto I » di Ancona, a modificare il regolamento della dipendente scuola per tecnici di laboratorio medico.

Con decreto n. 900.8/X-3-384 in data 7 settembre 1971 del Ministro per la sanità, l'amministrazione dell'ospedale Umberto I di Ancona è autorizzata a modificare il regolamento della dipendente scuola per tecnici di laboratorio medico, elevando da 10 a 25 il numero degli allievi e apportando variazioni ai criteri di ammissione alla scuola stessa.

(8807)

Autorizzazione all'amministrazione dell'ente ospedaliero di Lucca ad istituire una scuola per infermieri professionali comprendente anche il terzo anno per l'abilitazione alle mansioni direttive.

Con decreto n. 900.8/II.43.2, in data 1° settembre 1971 del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'amministrazione dell'ente ospedaliero di Lucca, è autorizzata ad istituire una scuola per infermieri professionali con sede presso l'ente medesimo.

(8808)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Smarrimento di ricevuta di debito pubblico

(1ª *pubblicazione*) Elenco n. 14

E' stato denunziato lo smarrimento della sottoindicata ricevuta relativa a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5322 Mod. 25-A D.P. — Data: 18 novembre 1970 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento debito pubblico — Intestazione: Agostini Ferdinando, nato a Roma il 13 giugno 1948 — Titoli del debito pubblico: al portatore 7 — Capitale L. 50.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si rende noto a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 23 settembre 1971

(8794)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1971 registrato alla Corte dei conti in data 31 agosto 1971, registro n. 9, foglio n. 40, è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato prodotto dall'avv. Sacerdoti Gilberto avverso il provvedimento n. 34220 in data 24 febbraio del prefetto di Padova, con il quale è stata negata l'autorizzazione ad installare in Abano-Terme lungo la nuova strada dei Colli, ad ovest della strada di circonvallazione, un impianto per la distribuzione automatica di carburanti.

(8850)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del presidente del comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Acquaviva delle Fonti, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Acquaviva delle Fonti, in liquidazione coatta.

Nella riunione del 7 settembre 1971, tenuta dal comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Acquaviva delle Fonti, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Acquaviva delle Fonti (Bari) in liquidazione coatta, il dottor Michele De Serio è stato nominato presidente del comitato stesso ai sensi e per gli effetti dell'art. 67, ottavo comma, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

(8722)

Nomina del presidente del comitato di sorveglianza della Banca popolare di Foggia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Foggia, in liquidazione coatta.

Nella riunione del 7 settembre 1971, tenuta dal comitato di sorveglianza della Banca popolare di Foggia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Foggia, in liquidazione coatta, l'avv. Antonio Altamura è stato nominato presidente del comitato stesso ai sensi e per gli effetti dell'art. 67, ottavo comma, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

(8723)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso, per titoli ed esami, al posto di assistente di ruolo alla cattedra di plastica ornamentale nell'Accademia di belle arti di Torino.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 6 luglio 1912, n. 734;

Visto il decreto legislativo 5 maggio 1918, n. 1852, che approva il regolamento generale per l'applicazione della legge 6 luglio 1912 precitata, sugli istituti di belle arti, di musica e di arte drammatica;

Visto il regio decreto 31 dicembre 1923, n. 3123, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 7 gennaio 1926, n. 214;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Vista la legge 11 ottobre 1960, n. 1178;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 maggio 1961, n. 1696;

Vista la legge 5 marzo 1963, n. 367;

Visto il decreto ministeriale 6 aprile 1963, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 aprile 1963, n. 114, con il quale sono stati approvati i programmi degli esami di concorso a posti di assistente di ruolo presso le accademie di belle arti ed i licei artistici;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto il concorso per titoli ed esami al posto di assistente di ruolo alla cattedra di plastica ornamentale nell'Accademia di belle arti di Torino.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso sopracitato i cittadini italiani che, prima della scadenza del termine di presentazione delle domande di cui al successivo art. 3 abbiano compiuto il 21° anno di età e non superato il 40°, ai sensi dell'art. 6 del decreto legislativo luogotenenziale 5 maggio 1918, n. 1852, che approva il regolamento generale per l'applicazione della legge 6 luglio 1912, n. 734 sugli istituti di belle arti, di musica e di arte drammatica.

Il predetto limite massimo è elevato:

a) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *a)* si cumula con quella di cui alla lettera *b)*, purchè, nel complesso non si superino i 45 anni di età.

Il limite massimo di età è, inoltre, elevato a 45 anni per coloro che hanno partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati dal nemico e per i profughi dall'Africa italiana, dai territori di confine, dalle zone dei territori nazionali colpite dalla guerra e dai territori esteri.

Il limite massimo di età è, altresì, elevato a 55 anni: per i mutilati ed invalidi di guerra, per i mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra; per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948; per i mutilati ed invalidi per servizio militare e civile; per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane; per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole e collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a tale Stato; per i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953.

Non sono ammessi a tale beneficio gli invalidi assegnati alla nona e decima categoria di pensione, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci da 4 a 10 della categoria nona e da 3 a 6 della categoria decima della tabella *A* allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876 e delle voci 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamato dalla legge 3 giugno 1950, n. 375.

Sono esclusi dai benefici di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi anche se successivamente amnistiati.

Il limite massimo di età è, ancora, elevato a 45 anni:

a) per i capi di famiglia numerosa, intendendosi per famiglia numerosa quella costituita da almeno sette figli viventi, computati tra essi anche i figli caduti in guerra;

b) per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia (ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale);

c) per il personale licenziato dagli enti soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, entro cinque anni dalla cessazione del rapporto di impiego.

Agli effetti del limite di età, per i concorrenti già colpiti dalle leggi razziali non viene computato il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944, cioè sei mesi dopo l'entrata in vigore del decreto ministeriale 20 gennaio 1944, n. 25.

Nei confronti degli assistenti universitari ordinari, cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, il limite di età è elevato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistenza; nei confronti degli assistenti straordinari, volontari o incaricati, sia in attività, sia cessati per ragioni di carattere non disciplinare, per un periodo pari alla data del servizio prestato presso l'università o istituto di istruzione universitaria, ai sensi dell'art. 17 della legge 7 maggio 1948, n. 1172.

Coloro che abbiano insegnato a titolo di supplente, incaricato, aiuto o assistente, negli istituti statali di istruzione artistica, o quali titolari in istituti della stessa natura aventi personalità giuridica propria o mantenuti da enti morali, possono essere ammessi al presente concorso in deroga al limite di età fissato dal presente articolo, per un periodo di tempo uguale al periodo di servizio prestato, ma in ogni caso per non più di cinque anni, ai sensi dell'art. 58 del regio decreto 31 dicembre 1923, n. 3123.

Si prescinde dal limite massimo di età per il personale civile di ruolo in servizio nell'amministrazione statale e per il personale civile collocato nei ruoli aggiunti, già ruoli speciali transitori, in servizio nell'amministrazione statale.

Si prescinde anche dal limite massimo di età per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 500 debbono pervenire direttamente all'Accademia di belle arti del liceo artistico di Torino entro il termine di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo alla data di pubblicazione del presente bando di concorso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Gli aspiranti al concorso debbono dichiarare nella domanda:

a) data e luogo di nascita;

b) eventuali requisiti che danno diritto all'elevazione del limite di età;

c) il possesso della cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

d) il comune nelle cui liste elettorali sono iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) le eventuali condanne penali riportate;

f) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Per i dipendenti statali sarà sufficiente, in luogo di detta autenticazione, il visto da parte del capo dell'ufficio o dell'istituto presso il quale prestano servizio.

Gli aspiranti dovranno, altresì, nella domanda:

a) dichiarare se siano stati destituiti, revocati o licenziati per motivi disciplinari, da pubbliche amministrazioni o decaduti per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

b) indicare il loro nome e cognome e preciso recapito, rimanendo l'amministrazione esonerata da qualsiasi responsabilità per il caso di irreperibilità del destinatario al recapito comunicato;

c) dichiarare se siano impiegati dello Stato, indicando la amministrazione e la qualifica.

Art. 4.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine fissato al precedente art. 3 per la presentazione delle domande.

Alla domanda dovranno essere uniti i titoli di studio e i certificati di servizio che il concorrente intenda presentare ai fini della valutazione di merito.

E' fatto inoltre obbligo di accludere alla domanda un elenco in triplice copia, firmato dall'interessato, dei documenti e dei titoli prodotti. I titoli concernenti l'attività artistica (opere, pubblicazioni, documentazioni fotografiche, nonchè un elenco, in carta semplice, in triplice esemplare dei titoli stessi, firmato dal candidato) dovranno essere contenuti in pacco a parte. I titoli che pervengono dopo il termine di presentazione delle domande non saranno presi in considerazione.

Art. 5.

Le domande, i documenti, i titoli che pervenissero dopo il termine stabilito, non saranno presi in considerazione.

Il timbro a data dell'ufficio postale accettante fa fede della produzione in tempo utile delle domande e dei titoli, ai sensi del terzo comma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Non è ammesso il riferimento a titoli e documenti presentati ad altri uffici ed amministrazioni, compresi quelli della pubblica istruzione.

I profughi dai territori di confine hanno la facoltà di fare riferimento ai documenti di rito già presentati ad altri uffici pubblici e ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tal caso essi dovranno indicare i documenti stessi, nonchè l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

Art. 6.

L'esame verterà sul programma indicato in calce al presente decreto.

I candidati saranno avvertiti, a cura dell'Accademia di belle arti e liceo artistico di Torino con lettera raccomandata o con telegramma, del giorno, dell'ora e del luogo in cui dovranno sostenere l'esame. Essi sono tenuti a comunicare, con lettera raccomandata, ogni eventuale cambiamento di indirizzo.

Art. 7.

La commissione giudicatrice del concorso sarà nominata con successivo decreto ministeriale e composta ai sensi dell'art. 4 della legge 11 ottobre 1960, n. 1178.

La commissione, nella valutazione dei candidati, terrà conto; oltre che delle prove d'esame, anche dei titoli artistici nonchè dei documenti e dei titoli comprovanti le qualità didattiche e la cultura dei candidati medesimi.

A conclusione dei lavori la commissione, con motivata relazione, proporrà, a norma del primo comma dell'art. 5 della legge 11 ottobre 1960, n. 1178, non più di tre candidati, in ordine alfabetico che giudichi idonei a coprire il posto messo a concorso. La relazione finale è approvata con decreto del Ministro e pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione.

La nomina in ruolo è conferita, mediante decreto ministeriale, all'idoneo che, fra i tre, sia prescelto dal professore titolare della cattedra cui il presente concorso si riferisce, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'assunzione all'impiego.

Art. 8.

Il candidato dichiarato idoneo, che sia prescelto per la nomina in ruolo, sarà invitato dal Ministero della pubblica istruzione, a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, a presentare i seguenti documenti di rito:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 500, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del comune di origine, da cui risulti che l'aspirante abbia compiuto il 21° anno di età e non superato il limite massimo stabilito dal precedente art. 2.

Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato di nascita.

I candidati che abbiano titolo per avvalersi delle elevazioni del limite massimo di età previste dal precedente art. 2, devono produrre i relativi documenti, qualora non lo abbiano fatto in occasione della documentazione dei titoli di merito;

2) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 500, rilasciato dal segretario della procura della Repubblica;

3) certificato su carta da bollo da L. 500, rilasciato da un medico militare o da un medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica, ai sensi della legge, ed è esente da difetti o imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se la imperfezione stessa menomi l'attitudine del candidato all'insegnamento.

Nel certificato debbono essere precisati gli estremi dell'attestato comprovante gli eseguiti accertamenti sierologici del sangue prescritti dalla legge 25 luglio 1956, n. 837, ed effettuati presso un istituto o un laboratorio autorizzato.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del comune di residenza dell'aspirante e contenere ai sensi rispettivamente dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142 e dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 357, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido, risultanti da un esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro e degli alunni. L'amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo il candidato prescelto;

4) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 500;

5) certificato di godimento dei diritti politici;

6) firma autenticata su fotografia recente del candidato;

7) copia su carta da bollo da L. 500 dello stato di servizio militare (salvo che non sia stato già presentato ai fini indicati dall'art. 2) o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato, ovvero certificato su carta da bollo da L. 500 relativo all'esito di leva debitamente vidimato.

I candidati che, in dipendenza di avvenimenti politici connessi con la guerra 1940-45 abbiano dovuto abbandonare la residenza di confine e non abbiano potuto farvi ritorno, potranno presentare documenti diversi da quelli prescritti, semprechè i documenti sostitutivi possano esaurientemente attestare circa i requisiti richiesti.

Il candidato dipendente statale di ruolo o di ruolo aggiunto, presenterà soltanto l'estratto dell'atto di nascita su carta legale da L. 500, copia dello stato di servizio e il certificato medico.

Art. 9.

Per quanto concerne il procedimento del concorso saranno applicate le norme vigenti in materia.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 16 gennaio 1971

Il Ministro: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 *maggio* 1971
Registro n. 35, *foglio n.* 389

PROGRAMMI DEGLI ESAMI

NORME GENERALI

A norma dell'art. 3 della legge 11 ottobre 1960, n. 1170, l'esame consiste in un colloquio inteso a comprovare l'attitudine didattica del candidato.

Il colloquio, peraltro, non dispensa il candidato dal dimostrare di possedere una sicura preparazione artistica e pro-

fessionale nella disciplina specifica, una buona conoscenza dei grandi periodi della storia dell'arte, con particolare riguardo alle più importanti personalità artistiche, e una aggiornata informazione sui principali movimenti artistici contemporanei.

PLASTICA ORNAMENTALE

Il candidato dovrà dimostrare di possedere una sicura conoscenza delle varie tecniche della plastica ornamentale, dalla fornatura allo stucco, dalla terracotta alla ceramica, dal modello in gesso al trasporto in marmo e dovrà dar prova altresì di essere in grado di formulare un giudizio critico su un saggio eseguito da un allievo.

Nel colloquio il candidato potrà essere anche invitato ad esporre i criteri che intenderebbe seguire nell'insegnamento della plastica ornamentale nei corsi dell'accademia.

Il presente programma è stato approvato con decreto ministeriale 6 aprile 1963, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 114 del 30 aprile 1963.

(8729)

Concorso, per titoli ed esami, al posto di assistente di ruolo alla cattedra di anatomia artistica nell'Accademia di belle arti di Napoli.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 6 luglio 1912, n. 734;

Visto il decreto legislativo 5 maggio 1918, n. 1852, che approva il regolamento generale per l'applicazione della legge 6 luglio 1912 precitato, sugli istituti di belle arti, di musica e di arte drammatica;

Visto il regio decreto 31 dicembre 1923, n. 3123, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 7 gennaio 1926, n. 214;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Vista la legge 11 ottobre 1960, n. 1178;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 maggio 1961, n. 1696;

Vista la legge 5 marzo 1963, n. 367;

Visto il decreto ministeriale 6 aprile 1963, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 aprile 1963, n. 114, con il quale sono stati approvati i programmi degli esami di concorso a posti di assistente di ruolo presso le accademie di belle arti ed i licei artistici;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto il concorso per titoli ed esami al posto di assistente di ruolo alla cattedra di anatomia artistica nell'Accademia di belle arti di Napoli.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso sopracitato i cittadini italiani che, prima della scadenza del termine di presentazione delle domande di cui al successivo art. 3 abbiano compiuto il 21° anno di età e non superato il 40°, ai sensi dell'art. 6 del decreto legislativo luogotenenziale 5 maggio 1918, n 1852, che approva il regolamento generale per l'applicazione della legge 6 luglio 1912, n. 734 sugli istituti di belle arti, di musica e di arte drammatica.

Il predetto limite massimo è elevato:

a) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella di cui alla lettera *b*), purchè, nel complesso, non si superino i 45 anni di età.

Il limite massimo di età è, inoltre, elevato a 45 anni per coloro che hanno partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati dal nemico e per i profughi dall'Africa italiana, dai territori di confine, dalle zone dei territori nazionali colpite dalla guerra e dai territori esteri.

Il limite massimo di età è, altresì, elevato a 55 anni: per i mutilati ed invalidi di guerra, per i mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione; per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra; per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948; per i mutilati ed invalidi per servizio militare e civile; per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane; per i mutilati ed invalidi in occasione di singole azioni o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a tale Stato; per i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953.

Non sono ammessi a tale beneficio gli invalidi assegnati alla nona e decima categoria di pensione, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci da 4 a 10 della categoria nona e da 3 a 6 della categoria decima della tabella *A* allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876 e delle voci 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamato dalla legge 3 giugno 1950, n. 375.

Sono esclusi dai benefici di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi anche se successivamente amnistiati.

Il limite massimo di età è, ancora, elevato a 45 anni:

a) per i capi di famiglia numerosa, intendendosi per famiglia numerosa quella costituita da almeno sette figli viventi, computati tra di essi anche i figli caduti in guerra;

b) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia (ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale);

c) per il personale licenziato dagli enti soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, entro cinque anni dalla cessazione del rapporto di impiego.

Agli effetti del limite di età, per i concorrenti già colpiti dalle leggi razziali non viene computato il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944, cioè sei mesi dopo l'entrata in vigore del decreto ministeriale 20 gennaio 1944, n. 25.

Nei confronti degli assistenti universitari ordinari, cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, il limite di età è elevato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistenza; nei confronti degli assistenti straordinari, volontari o incaricati, sia in attività, sia cessati per ragioni di carattere non disciplinare, per un periodo pari alla data del servizio prestato presso l'università o istituto di istruzione universitaria, ai sensi dell'art. 17 della legge 7 maggio 1948, n. 1172.

Coloro che abbiano insegnato a titolo di supplente, incaricato, aiuto o assistente, negli istituti statali di istruzione artistica, o quali titolari in istituti della stessa natura aventi personalità giuridica propria o mantenuti da enti morali, possono essere ammessi al presente concorso in deroga al limite di età fissato dal presente articolo, per un periodo di tempo uguale al periodo di servizio prestato, ma in ogni caso per non più di cinque anni, ai sensi dell'art. 58 del regio decreto 31 dicembre 1923, n. 3123.

Si prescinde dal limite massimo di età per il personale civile di ruolo in servizio nell'amministrazione statale e per il personale civile collocato nei ruoli aggiunti, già ruoli speciali transitori, in servizio nell'amministrazione statale.

Si prescinde anche dal limite massimo di età per i sottufficiali dell'esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 500 debbono pervenire direttamente all'Accademia di belle arti e liceo artistico di Napoli entro il termine di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo alla data di pubblicazione del presente bando di concorso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Gli aspiranti al concorso debbono dichiarare nella domanda:

a) data e luogo di nascita;

b) eventuali requisiti che diano diritto all'elevazione del limite di età;

c) il possesso della cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

d) il comune nelle cui liste elettorali sono iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) le eventuali condanne penali riportate;

f) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dello aspirante.

Per i dipendenti statali sarà sufficiente, in luogo di detta autenticazione, il visto da parte del capo dell'ufficio o dell'istituto presso il quale prestano servizio.

Gli aspiranti dovranno, altresì, nella domanda:

a) dichiarare se siano stati destituiti, revocati o licenziati per motivi disciplinari, da pubbliche amministrazioni o decaduti per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

b) indicare il loro nome e cognome e preciso recapito, rimanendo l'amministrazione esonerata da qualsiasi responsabilità per il caso di irreperibilità del destinatario al recapito comunicato;

c) dichiarare se siano impiegati dello Stato, indicando la amministrazione e la qualifica.

Art. 4.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine fissato al precedente art. 3 per la presentazione delle domande.

Alla domanda dovranno essere allegati i titoli di studio e i certificati di servizio che il concorrente intenda presentare ai fini della valutazione di merito.

E' fatto inoltre obbligo di accludere alla domanda un elenco in triplice copia, firmato dall'interessato, dei documenti e dei titoli predetti. I titoli concernenti l'attività artistica (opere, pubblicazioni, documentazioni fotografiche, nonchè un elenco, in carta semplice, in triplice esemplare dei titoli stessi, firmato dal candidato) dovranno essere contenuti in pacco a parte. I titoli che pervengono dopo il termine di presentazione delle domande non saranno presi in considerazione.

Art. 5.

Le domande, i documenti, i titoli che pervenissero dopo il termine stabilito, non saranno presi in considerazione.

Il timbro a data dell'ufficio postale accettante fa fede della produzione in tempo utile della domanda e dei titoli, ai sensi del terzo comma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Non è ammesso il riferimento a titoli e documenti presentati ad altri uffici ed amministrazioni, compresi quelli della pubblica istruzione.

I profughi dai territori di confine hanno la facoltà di fare riferimento ai documenti di rito già presentati ad altri uffici pubblici e ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tal caso essi dovranno indicare i documenti stessi, nonchè l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

Art. 6.

L'esame verterà sul programma indicato in calce al presente decreto.

I candidati saranno avvertiti, a cura dell'Accademia di belle arti e liceo artistico di Napoli con lettera raccomandata e con telegramma, del giorno, dell'ora e del luogo in cui dovranno sostenere l'esame. Essi sono tenuti a comunicare, con lettera raccomandata, ogni eventuale cambiamento di indirizzo.

Art. 7.

La commissione giudicatrice del concorso sarà nominata con successivo decreto ministeriale e composta ai sensi dello art. 4 della legge 11 ottobre 1960, n. 1178.

La commissione, nella valutazione dei candidati, terrà conto, oltre che delle prove d'esame, anche dei titoli artistici nonchè dei documenti e dei titoli comprovanti le qualità didattiche e la cultura dei candidati medesimi.

A conclusione dei lavori la commissione, con motivata relazione, proporrà, a norma del primo comma dell'art. 5 della legge 11 ottobre 1960, n. 1178, non più di tre candidati, in ordine alfabetico, che giudichi idonei a coprire il posto messo a concorso. La relazione finale è approvata con decreto del Ministro e pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione.

La nomina in ruolo è conferita, mediante decreto ministeriale, all'idoneo che, fra i tre, sia prescelto dal professore titolare della cattedra cui il presente concorso si riferisce, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'assunzione allo impiego.

Art. 8.

Il candidato dichiarato idoneo, che sia prescelto per la nomina in ruolo, sarà invitato dal Ministero della pubblica istruzione, a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, a presentare i seguenti documenti di rito:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 500, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del comune di origine, da cui risulti che l'aspirante abbia compiuto il 21° anno di età e non superato il limite massimo stabilito dal precedente art. 2.

Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato di nascita.

I candidati che abbiano titolo per avvalersi delle elevazioni del limite massimo di età previsto dal precedente art. 2, devono produrre i relativi documenti, qualora non lo abbiano fatto in occasione della documentazione dei titoli di merito;

2) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 500, rilasciato dal segretario della procura della Repubblica;

3) certificato su carta da bollo da L. 500, rilasciato da un medico militare o da un medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica, ai sensi della legge, ed è esente da difetti o imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se l'imperfezione stessa menomi l'attitudine del candidato allo insegnamento.

Nel certificato debbono essere precisati gli estremi dello attestato comprovante gli eseguiti accertamenti sierologici del sangue prescritti dalla legge 25 luglio 1956, n. 837 ed effettuati presso un istituto o un laboratorio autorizzato.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del comune di residenza dell'aspirante e contenere ai sensi rispettivamente dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142 e dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 357, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido, risultanti da un esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro e degli alunni. L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo il candidato prescelto;

4) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 500;

5) certificato di godimento dei diritti politici;

6) firma autenticata su fotografia recente del candidato;

7) copia su carta da bollo da L. 500 dello stato di servizio militare (salvo che non sia stato già presentato ai fini indicati dall'art. 2) o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato, ovvero certificato su carta da bollo da L. 500 relativo all'esito di leva debitamente vidimato.

I candidati che, in dipendenza di avvenimenti politici connessi con la guerra 1940-45 abbiano dovuto abbandonare la residenza di confine e non abbiano potuto farvi ritorno, potranno presentare documenti diversi da quelli prescritti, semprechè i documenti sostitutivi possano esaurientemente attestare circa i requisiti richiesti.

Il candidato dipendente statale di ruolo o di ruolo aggiunto, presenterà soltanto l'estratto dell'atto di nascita su carta legale da L. 500, copia dello stato di servizio e il certificato medico.

Art. 9.

Per quanto concerne il procedimento del concorso saranno applicate le norme vigenti in materia.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 3 maggio 1971

Il Ministro: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 maggio 1971
Registro n. 35, foglio n. 282

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

NORME GENERALI

A norma dell'art. 3 della legge 11 ottobre 1960, n. 1178, lo esame consiste in un colloquio inteso a comprovare l'attitudine didattica del candidato.

Il colloquio, peraltro, non dispensa il candidato dal dimostrare di possedere una sicura preparazione artistica e professionale nella disciplina specifica, una buona conoscenza dei grandi periodi della storia dell'arte, con particolare riguardo alle più importanti personalità artistiche, e una aggiornata informazione sui principali movimenti artistici contemporanei.

ANATOMIA ARTISTICA

Dal colloquio il candidato dovrà dimostrare di possedere una chiara e precisa conoscenza delle strutture fondamentali del corpo umano, della impalcatura scheletrica e dei rilievi muscolari di superficie. Dovrà dar prova, altresì, di essere in grado di formulare un giudizio su un disegno anatomico eseguito da un allievo.

Il presente programma è stato approvato con decreto ministeriale 6 aprile 1963, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 116, del 30 aprile 1963.

(8730)

Esito del concorso nazionale per l'ideazione e l'esecuzione di due opere d'arte destinate alla decorazione del nuovo istituto di medicina legale dell'Università di Roma.

IL RETTORE

Viste le leggi 29 luglio 1949, n. 717 e 3 marzo 1960, n. 327;

Visto il bando di concorso per l'ideazione ed esecuzione di due opere d'arte destinate alla decorazione del nuovo istituto di medicina legale dell'Università di Roma, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 133 del 30 maggio 1970;

Visto il verbale della commissione giudicatrice del concorso stesso, redatto in data 14 dicembre 1970, dal quale risulta che nessuno dei bozzetti presentati al concorso per l'ideazione e la esecuzione delle predette due opere d'arte, è ritenuto meritevole di realizzazione;

Udito il parere del direttore amministrativo;

Decreta:

L'ideazione e l'esecuzione di due opere d'arte destinate alla decorazione del nuovo istituto di medicina legale dell'Università di Roma, non è aggiudicata ad alcuno dei partecipanti al concorso il quale, pertanto, resta senza effetto.

Roma, addì 23 luglio 1971

Il rettore: ANDREASI

(9134)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

AZIENDA AUTONOMA DELLE FERROVIE DELLO STATO

Nomina della commissione esaminatrice del pubblico concorso, per esami e per titoli, a centotrentadue posti di capo tecnico in prova.

IL DIRETTORE GENERALE DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, approvato con legge 26 marzo 1958, n. 425, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, contenente norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 15 giugno 1971, n. 9313, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a centotrentadue posti di capo tecnico in prova per le esigenze del servizio materiale e trazione;

Delibera:

La commissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso citato nelle premesse, è composta come segue:

Presidente:

Orcorte dott. ing. Angelo Giuseppe, direttore centrale di 1ª classe.

Membri:

Gambacciani dott. ing. Lino, ispettore capo;

Sardella dott. ing. Giuseppe, ispettore capo superiore a riposo;

Talamo prof. ing. Francesco, insegnante di istituto tecnico;

Traversa prof. ing. Luigi, insegnante di istituto tecnico.

Segretario:

Grillini dott. Adriano, ispettore principale.

Roma, addì 14 settembre 1971

Il direttore generale: FIENGA

(8737)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria degli idonei e vincitori del concorso per esami a quindici posti di segretario tecnico di 3ª classe in prova.

Nel Bollettino ufficiale del Ministero della sanità del mese di settembre 1971 è stata pubblicata la graduatoria dei candidati risultati idonei e vincitori del concorso per esami a quindici posti di segretario tecnico di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera di concetto dei segretari tecnici del Ministero della sanità, indetto con decreto ministeriale in data 18 ottobre 1969.

(8813)

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria degli idonei e vincitori del concorso per esami ad otto posti di vice ragioniere in prova.

Nel Bollettino ufficiale del Ministero della sanità del mese di settembre 1971 è stata pubblicata la graduatoria dei candidati risultati idonei e vincitori del concorso per esami ad 8 posti di vice ragioniere in prova nel ruolo della carriera di concetto dei ragionieri del Ministero della sanità, indetto con decreto ministeriale in data 5 febbraio 1970.

(8814)

MINISTERO DEL TURISMO E DELLO SPETTACOLO

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso, per titoli ed esami, a sette posti di inserviente in prova nel ruolo della carriera del personale ausiliario.

Nel supplemento n. 1 al Bollettino ufficiale del mese di giugno 1971 è stato pubblicato, in data 12 luglio 1971, il decreto ministeriale 1° marzo 1971 relativo all'approvazione della graduatoria del concorso, per titoli ed esami, a sette posti di inserviente in prova nel ruolo della carriera del personale ausiliario.

(9133)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.